



CONTRAT régional DE SOLIDARITÉ territoriale

Pays du Giennois

Avenant n° 2 - Bilan à mi - parcours



CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE PAYS GIENNOIS

2014 – 2020

AVENANT N°2

Entre

La Région Centre-Val de Loire, 9 rue Saint Pierre Lentin, 45041 ORLEANS CEDEX 1, représentée par Monsieur François BONNEAU, Président du Conseil régional, dûment habilité par délibération de la CPR n° 18.07.26.66 du 13 juillet 2018

Et

Le Syndicat Mixte du Pays Giennois, représenté par Monsieur Jean-Pierre POUIGNY, Président, dûment habilité,

La Ville de Gien, représentée par Monsieur Christian BOULEAU, Maire, dûment habilité,

La Communauté des communes Giennoises représentée par Monsieur Christian BOULEAU, Président, dûment habilité

La Communauté de communes Berry, Loire Puisaye, représentée par Monsieur Alain BERTRAND, Président, dûment habilité

VU :

L'article 107.1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

La délibération du Conseil régional DAP n°15.05.05 du 18 décembre 2015 portant délégation par l'Assemblée d'une partie de ses attributions à la Commission permanente régionale,

La délibération de l'Assemblée plénière DAP n° 16.01.02 du 4 février 2016 approuvant le règlement financier de la Région,

La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,

Le budget de la Région et s'il y a lieu ses décisions modificatives,

La délibération du Conseil régional DAP n°17.05.03 du 21 décembre 2017 modifiant le cadre d'intervention de la politique des Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, et prévoyant la signature d'avenants aux Contrats déjà signés pour intégration des nouvelles modalités,

La délibération DAP n°16.04.07 du 13 octobre 2016 relative au dispositif « A vos ID »,

La délibération CPR n° 13.07.26.112 du 5 juillet 2013 des « Ambitions 2020 » pour le bassin de vie de Gien,

Le Contrat et son avenant approuvé par la CPR n° 14.10.26.83 du 7 novembre 2014,

La délibération CPR n°18.07.26.66 du 13 juillet 2018 relative à la décision de la Région sur le bilan à mi-parcours du Pays Giennois,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Le Contrat tel qu'il résulte de sa signature initiale et de ses éventuels avenants est intégralement remplacé par les articles suivants, prenant en compte les ajustements opérés lors du bilan à mi-parcours et le nouveau cadre d'intervention adopté en décembre 2017 :

Article 1 : OBJET

Le présent Contrat Régional de Solidarité Territoriale du Pays Giennois définit notamment les conditions dans lesquelles d'une part, les acteurs du territoire apportent leur contribution à la mise en œuvre de politiques d'intérêt régional, et d'autre part, la Région apporte son soutien financier à la réalisation des programmes d'actions portés par les acteurs locaux.

Il constitue une traduction opérationnelle de la rencontre entre les stratégies régionales (en matière notamment d'aménagement du territoire, de développement économique, d'Internationalisation et d'Innovation, de développement touristique, de biodiversité, de transition énergétique et écologique, d'alimentation ...) et les projets locaux de territoire.

Article 2 : LES ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

Le programme d'actions adossé au présent contrat a fait l'objet d'une élaboration partagée, entre la Région, le/les EPCI du territoire, regroupés le cas échéant sous la forme d'un PETR ou d'un Syndicat de Pays, la(les) Ville(s) Pôle(s) de centralité ou d'animation et le Parc naturel régional le cas échéant.

LES ENGAGEMENTS DE LA RÉGION :

- la Région apporte sa **contribution financière** à la réalisation des opérations proposées par le territoire, répondant aux priorités qu'elle a définies au titre de sa politique d'aménagement du territoire et s'inscrivant dans le programme d'actions annexé
- La Région dispose **de services régionaux territorialisés**, dans chacun des chefs-lieux de département, afin d'accompagner au mieux et dans la proximité les acteurs locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre du Contrat,
- le Président du Conseil régional **désigne 2 élus régionaux**, dont un référent pour le territoire de contractualisation.
- la Région, avec l'appui des fonds européens, met à disposition de l'ensemble des acteurs des territoires, élus, techniciens, monde professionnel et associatif ... les ressources proposées par le réseau OXYGENE (réseau régional des acteurs du développement territorial), pour faire écho aux initiatives développées sur les territoires, permettre le partage d'expériences, favoriser la mise en réseau et les synergies entre acteurs.

LES ENGAGEMENTS DES CO-SIGNATAIRES :

Associés au dialogue et à la négociation du contrat avec la Région, les acteurs locaux co-signataires se rendent solidaires des objectifs poursuivis et approuvent les moyens proposés pour atteindre les objectifs partagés du Contrat.

En termes de moyens d'animation du Contrat :

- **Les co-signataires désignent un technicien référent** (ayant un profil de développeur territorial) qui assure, en lien avec le chargé de mission

aménagement du territoire de la Région, le suivi administratif, technique, et financier du Contrat. Il est chargé en particulier de relayer les priorités et modalités d'intervention régionales auprès des maitres d'ouvrage, et de les accompagner dans l'élaboration de leur dossier de demande de subvention. Au contact quotidien des acteurs locaux, il a vocation à susciter des synergies ainsi que des initiatives répondant aux attendus du dispositif A Vos ID.

- En cas de financement régional de cette mission, il est chargé par les co-signataires de mettre en œuvre la feuille de route annuelle dont les objectifs sont approuvés dans la convention de financement. Elle s'appuie sur un dialogue entre la Région et le territoire sous la forme de, au minimum, **2 entretiens annuels** avec les services de la Région, permettant le suivi partagé des objectifs contractualisés, notamment le suivi du Contrat et l'animation du dispositif A Vos ID.

En termes de suivi du Contrat :

- un **bilan annuel d'exécution** du Contrat est communiqué en Comité Syndical ou en Conseil communautaire à l'échelle du territoire de contractualisation.

En termes de limitation des surfaces artificialisées :

- Les co-signataires **s'engagent sur un objectif de limitation des surfaces artificialisées** en priorisant les opérations dans le tissu urbain existant, les projets concourant à consommer des espaces à vocation agricole ou naturelle étant limités quantitativement.
- A ce titre, les maitres d'ouvrage des opérations s'engagent à **renseigner pour chaque dossier la surface artificialisée** par le projet sur les espaces agricoles ou naturels.

En termes de lisibilité de l'action régionale et de communication :

- les co-signataires du Contrat s'engagent à diffuser largement auprès des maitres d'ouvrage potentiels **la nécessité pour la Région d'être présente aux manifestations relatives aux projets financés** et d'être associée à la définition des dates de visites, signatures, inaugurations ...avec intégration du logo de la Région sur les cartons d'invitation et sur tous documents s'y référant.
- Le financement régional est conditionné, pour les opérations immobilières et d'aménagement portées par les collectivités et les bailleurs sociaux, à la mise en place pendant la durée du chantier d'un panneau de communication régionale.
- les co-signataires attestent avoir pris connaissance du fait que, si les 2 conditions ci-dessus ne sont pas remplies, la Région se réserve la possibilité de ne pas verser le solde de la subvention ou de demander le remboursement de tout ou partie de celle-ci.
- Après attribution des subventions en Commission permanente, il peut être organisé, en présence des co-signataires, des manifestations pour la signature entre la Région et le maître d'ouvrage de conventions spécifiques d'attribution de subventions relatives à des opérations significatives ou innovantes.

En termes de financement :

- Les co-signataires attestent avoir pris connaissance de la possibilité pour la Région de récupérer, au prorata de la subvention qu'elle aura octroyée, les certificats d'économie d'énergie (CEE) liés aux opérations qu'elle finance notamment dans le cadre du Plan isolation des bâtiments publics et de la réfection d'éclairage public.

LES ENGAGEMENTS CONJOINTS EN TERMES DE GOUVERNANCE PARTAGÉE :

Un Comité de pilotage territorial co-présidé et co-animé par les élus régionaux et par les co-signataires, est mis en place pour suivre l'élaboration et l'avancement du Contrat. Il se réunit régulièrement en tant que de besoin, et a minima une fois par an, afin :

- de prendre connaissance de l'avancée et de la mise en œuvre des stratégies locales (agenda 21, plan climat territorial, Trame Verte et Bleue ...)
- de veiller à la dynamique autour du Contrat (informations des maîtres d'ouvrage, dialogue avec les acteurs locaux, suivi de l'avancée opérationnelle des projets majeurs ...)
- de partager les effets des opérations financées au titre du Contrat.

Ce comité de pilotage territorial peut également être réuni, dans une configuration pouvant être élargie, pour partager le suivi d'autres approches territoriales (en matière économique, environnementale ...).

Article 3 : PERIMETRE

Le Contrat s'applique au territoire des communes suivantes :

* Population municipale au 1^{er} janvier 2017, recensement INSEE 2014

Communauté de communes Berry, Loire, Puisaye	Adon	179
	Batilly-en-Puisaye	112
	Breteau	73
	Briare	5 710
	La Bussière	793
	Dammarie-en-Puisaye	180
	Faverelles	159
	Feins-en-Gâtinais	50
	Escrignelles	64
	Ousson-sur-Loire	743
	Ouzouer-sur-Trézée	1 276
	Thou	237
	Champoulet	47
	Bonny-sur-Loire	2 049
	Beaulieu-sur-Loire	1 785
	Autry-le-Châtel	1 017
	Châtillon-sur-Loire	3 132
	Cernoy-en-Berry	457
	Pierrefitte-ès-Bois	286
	Saint-Firmin-sur-Loire	502

Communauté de communes Giennoises	Saint-Gondon	1 099
	Boismorand	863
	Les Choux	500
	Coullons	2 451
	Gien	14 684
	Langesse	79
	Nevoy	1 149
	Poilly-lez-Gien	2 341
	Saint-Brisson-sur-Loire	1 029
	Saint-Martin-sur-Ocre	1 244
	Le Moulinet-sur-Solin	138

Article 4 : DURÉE DU CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITE TERRITORIALE

Les crédits régionaux inscrits au contrat peuvent être sollicités pendant une durée de 6 années, à compter de sa date d'effet, soit la date de la Commission Permanente Régionale (CPR) ayant validé le programme.

La date butoir pour le dépôt des dossiers **complets** au Conseil régional est donc fixée au 7 novembre 2020.

Tout dossier présenté à la Région après cette date ne pourra être accepté.

Aucun délai ne sera accordé pour compléter le dossier.

Les dossiers déposés hors délai ou non complets seront instruits et inscrits au Contrat suivant, s'ils en respectent les modalités d'intervention.

La date d'effet du présent Contrat interrompt tout engagement de crédits au titre d'un Contrat précédent.

Les pièces nécessaires au versement du solde d'une subvention engagée au titre du contrat doivent être adressées à la Région au plus tard le 7 novembre 2021, soit une année après la date butoir de dépôt des dossiers.

Le Contrat prend fin lors du dernier mandat émis au titre du contrat.

Article 5 : LE FINANCEMENT DU PROGRAMME D'ACTIONS

5-1 : Montant et contenu du contrat après bilan à mi-parcours

La Région attribue au territoire une **enveloppe maximale de 7 941 000 € répartie après bilan à mi-parcours entre les priorités régionales selon le tableau figurant en annexe et qui sera intégré au programme d'actions en lieu et place du tableau précédent.**

Le financement d'initiatives de développement collaboratives, relève, au sein de l'enveloppe du Contrat, du dispositif A Vos ID qui fait l'objet de son propre cadre d'intervention définissant notamment les critères d'éligibilité des dossiers, les dates d'éligibilité des dépenses, les modalités d'instruction, d'engagement et de mandatement des crédits.

Ce contrat et ses annexes sont les seuls à avoir valeur contractuelle et à pouvoir faire autorité par rapport aux documents ayant conduit à son élaboration.

Le programme identifie clairement les actions et projets proposés au financement régional et précise les modalités d'intervention de la Région (critères d'éligibilité, taux, conditions...)

Les montants proposés par mesure sont indicatifs et fongibles, après accord du Conseil régional, au sein d'une même priorité thématique (« Développer l'emploi et l'économie », « Favoriser le mieux-être social », « Renforcer le maillage urbain et rural ») ou au sein de chacune des priorités transversales (Mettre en œuvre le Plan Climat Energie Régional », « Décliner la Stratégie Régionale pour la Biodiversité », « Faire émerger des initiatives de développement – A Vos ID ») à l'exception de l'axe 1 « Très haut Débit ».

5-2 : Engagement des crédits du Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Sauf cas exceptionnel, la Région applique le principe de non-cumul des aides régionales au titre de plusieurs lignes de financement pour un même investissement.

Dès validation du contrat par la Commission Permanente Régionale, et sous réserve du respect des critères d'éligibilité énoncés dans celui-ci, la Région autorise le début d'exécution des opérations.

a - Constitution d'un dossier par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage d'une opération constitue un dossier de demande de subvention selon l'imprimé et la pochette de transmission fournis par la Région, et dès l'ouverture du Portail « Nos aides en ligne » aux Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, en saisissant sa demande dans le formulaire prévu à cet effet.

Dans tous les cas, il est invité à prendre l'attache, le plus en amont possible, dès la phase de conception, du référent technique en charge de l'animation du Contrat sur le territoire et, selon la nature de l'opération (cf cadres de référence) avec les services de la Région.

b – Engagement des crédits par la Région

Seule la CPR est compétente pour attribuer des subventions régionales, après instruction du dossier, vérification de son éligibilité et du respect des modalités inscrites dans la fiche action.

5-3 : Versement des crédits

Les modalités de versement sont précisées en annexe du cadre d'intervention.

Les pièces nécessaires au versement d'une subvention (acompte, solde) devront être obligatoirement transmises au plus tard 7 ans après la date d'effet du contrat. Passée cette date, les crédits sont soit annulés, soit le cas échéant mandatés au titre du Contrat suivant.

5-4 : Modalités de contrôle

Le non-respect des engagements ci-dessus, ainsi que toute utilisation de sommes perçues au titre du présent contrat à des fins autres que celles expressément prévues, peut conduire à résilier de plein droit le dit-contrat.

La Région est en droit d'exiger après mise en demeure, le reversement du montant versé en cas de non réalisation de l'opération, d'utilisation non conforme de la subvention ou de non transmission des pièces justificatives. La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Article 6 : SUIVI DU CONTRAT – AVENANT

6-1 Evaluation

Le territoire et la Région proposent des indicateurs pour mesurer les effets des actions conduites sur le territoire, en prenant appui sur les indicateurs mentionnés dans les cadres de référence.

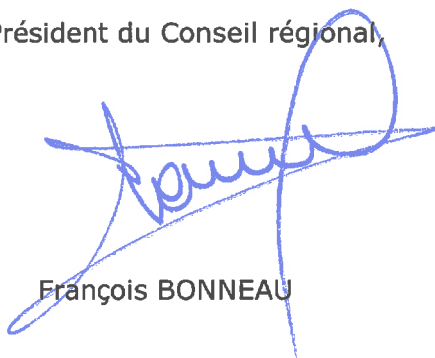
Ceux-ci sont renseignés régulièrement par le territoire tout au long de la mise en œuvre du contrat régional de solidarité territoriale.

Article 7 : LITIGES

Tout litige lié à l'exécution de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

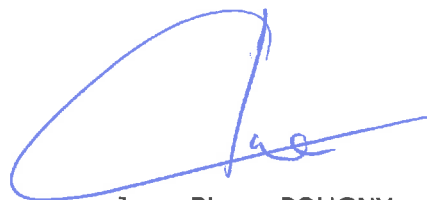
Fait à Orléans, le **26 OCT. 2018**

Le Président du Conseil régional,



François BONNEAU

Le Président du Syndicat Mixte du Pays du
Giennois,



Jean-Pierre PUGNY

Le Président de la communauté de communes
Giennoises,



Christian BOULEAU

Le Président de la communauté de
communes Berry Loire Puisaye,



Alain BERTRAND

Le Maire de Gien,



Christian BOULEAU

Annexe : Programme d'actions modifié, intégrant le tableau financier récapitulatif modifié et les règles de financement régional et modalités communes

Dotations de base après BMP.	Investissement	Fonctionnement	TOTAL
A : DEVELOPPER L'EMPLOI ET L'ECONOMIE	1 875 800	5 000	1 880 800
Axe A1 : Attractivité numérique du territoire	750 000	0	750 000
01 : Accompagner le déploiement du THD	750 000	0	
Axe A2 : Accueil des Entreprises	232 400	0	232 400
02 : Foncier économique	50 000	0	
03 : Création de locaux d'activités	182 400	0	
Axe A3 : Economie agricole	513 900	5 000	518 900
04 : Développement de l'agriculture biologique	40 000	0	
05 : Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité	60 000	0	
05-4 : Projet alimentaire de territoire et Système alimentaire territorialisé	122 500	5 000	
06 : Développement et structuration des filières locales territorialisées	13 100	0	
07 : Acquisition de matériels en commun dans le cadre des filières régionales	278 300	0	
Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire	0	0	0
08 : Insertion par l'Activité économique des personnes en difficulté	0	0	
Axe A5 : Economie touristique	379 500	0	379 500
10 : Tourisme à vélo	69 700	0	
11 : Itinérance pédestre	5 300	0	
13 : Énotourisme	0	0	
14 : Sites touristiques et lieux d'information touristique	304 500	0	
B : FAVORISER LE MIEUX-ETRE SOCIAL	2 042 600	35 000	2 077 600
Axe B1 : Services à la population	1 111 600	35 000	1 146 600
15 : MSP + structures d'exercices regroupés	732 000	0	732 000
15.1 : Projets locaux de Santé	0	35 000	35 000
19 : Structure d'accueil petite enfance	0	0	0
20 : Accueil extrascolaire	256 700	0	256 700
21 : Commerce de proximité	122 900	0	122 900
Axe B2 : Développement de l'accès à la culture	38 100	0	38 100
16 : Salles de spectacles	0	0	0
17 : Equipements de lecture publiques	17 000	0	17 000
18 : Equipements liés à l'enseignement artistique : écoles de musique, de danse et d'art dramatique	21 100	0	21 100
Axe B3 : Sport	892 900	0	892 900
22 : Equipements sportifs et de loisirs	572 900	0	572 900
22-2 : Equipements nautiques	320 000	0	320 000
C : RENFORCER LE MAILLAGE URBAIN ET RURAL	2 614 000	0	2 614 000
Axe C1 : Aménagement d'espaces publics	1 201 400	0	1 201 400
23 : Aménagement d'espaces publics	1 201 400	0	1 201 400

Dotations de base après BMP	Investissement	Fonctionnement	TOTAL
AXE C3: Habitat-Logement	446 500	0	446 500
24 : Acquisition - Réhabilitation	0	0	0
25 : Construction neuve	22 000	0	22 000
27 : Rénovation thermique du parc pub. Social	424 500	0	424 500
AXE C4 : Rénovation urbaine	800 000	0	800 000
29 : Rénovation urbaine	800 000	0	800 000
29-1 : Contrat de ville de Gien	0	0	0
AXE C5 : Mobilité durable	166 100	0	166 100
30 : Vélo utilitaire	166 100	0	166 100
30-2 : Accessibilité de bâtiments publics aux PMR	0	0	0
PRIORITÉ TRANSVERSALE : TRANSITION ÉCOLOGIQUE			
30-6 : Soutenir les expérimentations de "territoires en transition"	0	0	0
D : STRATEGIE REGIONALE BIODIVERSITE	215 900	71 100	287 000
31 : Trame verte et bleue	46 900	36 600	83 500
32 : Gestion alternative des espaces publics	95 000	34 500	129 500
32-1 : Bonification matériaux perméables	0	0	0
34 : Matériels agricoles favorables à la biodiversité et à l'eau	74 000	0	74 000
E : ACTION TRANSVERSALE : PLAN CLIMAT ENERGIE REGIONAL	604 000	10 000	614 000
35 : Plan isolation bâtiments publics	400 000	0	400 000
35-1: Forfait PCI	0	10 000	10 000
35-2: Bonification Climat énergie	0	0	0
35-3 : Rénovation de l'éclairage public	180 000	0	180 000
35-4 : Valorisation des déchets verts	0	0	0
35-6 : Véhicules électriques	0	0	0
36 : Filière bois énergie (de la production à la distribution)	24 000	0	24 000
36-4 : Géothermie sur sondes verticales	0	0	0
ENVELOPPE FONGIBLE	30 000	0	30 000
37-1 : Agenda 21	0	28 500	28 500
Plan urgence inondations	59 100	0	59 100
TOTAL PROGRAMME	7 441 400	149 600	7 591 000
F : ACTION TRANSVERSALE : A VOS ID	0		350 000
TOTAL GENERAL	7 441 400		7 941 000

CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE

Règles de financement régional et modalités communes

Annexe au cadre d'intervention

Le Maître d'ouvrage sollicitant un soutien régional est invité à prendre connaissance des règles et modalités décrites ci-dessous, dès la conception de son opération et à prendre en compte les modalités spécifiques de la fiche action du Contrat en lien avec son projet.

A – à considérer dès la conception du projet

A - 1 : CONDITIONNALITES

❖ Conditionnalités énergétiques

Tous les projets immobiliers en réhabilitation devront présenter après travaux une performance énergétique minimale :

- **pour l'habitat** : Etiquette énergétique B avec consommation maximale de 80 kWh/m²/an, à défaut étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 kWh/m²/an
- **pour les autres projets** : Etiquette énergétique B ou, à défaut, atteinte de l'étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 kWh/m²/an

❖ Bio-conditionnalités :

Tout projet d'aménagement, quel qu'il soit, doit démontrer, carte de localisation à l'appui, **qu'il ne porte pas atteinte à la trame verte et bleue** (localisation en dehors d'un corridor écologique, ou mise en place de mesures compensatoires s'il est démontré qu'il n'existe pas d'alternative).

❖ Conditionnalités sociales :

Tout projet public ou porté par un bailleur social dont le coût global de travaux est supérieur à 500 000 € HT devra prévoir une clause d'insertion (ou appel à une entreprise d'insertion) représentant a minima 5% des heures travaillées.

A - 2 : DEPENSES ELIGIBLES

Les coûts éligibles s'entendent d'une façon générale HT, ou TTC pour les maîtres d'ouvrage ne récupérant pas la TVA sur l'opération.

Ne sont éligibles que :

- les **investissements engagés postérieurement à la date d'effet du Contrat** ainsi que, le cas échéant, ceux engagés antérieurement et ayant bénéficié d'une première tranche de financement par la Région ou dont la date d'éligibilité des dépenses est validée par la Commission permanente régionale.
- les investissements pouvant être **justifiés sur factures ou documents en tenant lieu (ex. attestation notariée)**
- pour les acquisitions d'équipements ou matériels, **seulement les achats en neuf, sauf dérogation** pour des maîtrises d'ouvrage privées ou associatives sous réserve d'apporter **toute garantie sur la conformité** (sécurité physique, sanitaire, environnementale), certifiée par un professionnel. **Les éventuels véhicules utilitaires** d'occasion devront respecter la norme Euro 6 (immatriculation et vente postérieure au 1^{er} septembre 2015).
- **les travaux confiés à des entreprises, sauf dérogation** pouvant être accordée au cas par cas par la Région pour la prise en compte des seuls **matériaux** mis en œuvre par des associations ou acteurs privés, ou par des collectivités dans le cadre de chantiers d'insertion, dans la mesure où n'est pas identifié un risque de non-conformité (sécurité physique, sanitaire, environnementale).

Par ailleurs, les coûts liés à la conception, la fabrication et la pose du panneau de chantier régional peuvent être intégrés dans les dépenses subventionnables.

Concernant les dépenses d'ingénierie internalisées (hors animation territoriale transversale), la dépense subventionnable est constituée du salaire chargé augmentée d'une forfait pour frais annexes représentant 15% du salaire chargé.

A - 3 : NIVEAUX D'AIDE

❖ Subventions et taux planchers

La subvention régionale minimum est de **2 000 €**.

Sauf exception mentionnée dans la fiche action, les taux indiqués sont des taux maximum qui peuvent être ajustés en fonction des plans de financement.

Toutefois, aucune subvention régionale ne pourra être réservée à un projet si elle correspond à **moins de 20% du coût total éligible du projet, sauf pour des projets d'envergure pour lesquels le territoire aura négocié un taux moindre, sans qu'il puisse être inférieur à 10%, et sauf dans le cas des aides économiques où la réglementation des aides d'Etat s'applique.**

❖ Projets portés par des structures privées ou adossées à une unité économique

Aucune subvention attribuée à une structure individuelle privée ou à une association adossée à une unité économique (hors associations relevant de l'économie sociale et solidaire) ne pourra excéder **30 000 €**.

Toutefois, celle-ci pourra exceptionnellement être portée à **100 000 €**, sous réserve de compatibilité avec la réglementation des aides d'Etat, dans le cas :

- des **projets agricoles collectifs**
- des **projets artistiques, culturels ou touristiques dont le rayonnement est avéré**

❖ Bonifications

- Le taux d'intervention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majoré de 10 points** dans l'un des cas suivants :
 - **système de chauffage utilisant majoritairement le bois,**
 - **bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie** (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - bâtiment intégrant une masse significative de **matériaux biosourcés** (végétal ou animal)

- éclairage public pour lequel le maître d'ouvrage s'engage à une **extinction nocturne** (entre 23 heures et 5 heures).

NB : Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.

La part significative en matériaux biosourcés est appréciée sur la base de :

Type d'usage principal	Construction neuve	Réhabilitation
Industrie, stockage, service de transport	18 kg/m ²	9 kg/m ²
Autres usages (bâtiment collectif d'habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerces, enseignement, bâtiment agricole, etc...)	36 kg/m ²	18 kg/m ²

❖ **Cumul d'aides publiques**

Le plan de financement de l'opération devra faire apparaître un cumul d'aides publiques conforme à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux éventuelles modalités particulières définies par la Région.

En particulier pour les opérations d'investissements portées par les collectivités ou leurs groupements, la réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, a précisé **une participation minimale du maître d'ouvrage de 20%**.

B – à considérer pour le versement de l'aide régionale

B - 1 : COMMUNICATION

Pour les projets de constructions immobilières, ou projets d'aménagement, le maître d'ouvrage a obligation de **mentionner le soutien régional par la pose d'un panneau selon la maquette proposée par la Région Centre - Val de Loire**. Cette maquette accompagnée de son cahier des charges est téléchargeable sur le site www.regioncentre.fr (onglet services en ligne / panneaux de chantier).

Deux modèles sont proposés :

- Les maîtres d'ouvrage des opérations dont le coût est supérieur à 500 k€ HT doivent obligatoirement utiliser le modèle A ;
- Pour les autres opérations, le choix est laissé libre entre les modèles A et B.

Mention du financement régional avec insertion du logo régional et expression de la Région le cas échéant dans tout support ou action de communication (courrier, presse...).

Toute action de communication (quel qu'en soit le support) est soumise pour **validation à la Direction de la Communication du Conseil régional**.

B - 2 : MAINTIEN DE L'USAGE DES ÉQUIPEMENTS FINANCÉS

En cas de revente ou de changement d'usage d'un bâtiment ou d'un équipement avant le terme de **10 ans** après attribution de la subvention régionale, celle-ci est reversée à la Région :

- *Soit au prorata temporis*
- *Soit, s'il s'agit d'une opération ayant donné lieu à la perception de loyers (commerce, maison de santé ...), en tenant compte de la totalité des dépenses et des recettes perçues afin qu'il ne puisse y avoir enrichissement sans cause du maître d'ouvrage.*

B - 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Sauf exception mentionnée dans les notifications ou conventions de financement, les crédits sont versés selon les modalités suivantes :

a) en fonctionnement

Ingénierie externalisée :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) des dépenses réalisées présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Ingénierie internalisée (financement annuel dans la limite de 3 ans) :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* sur la durée financée (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

* seul l'état récapitulatif des dépenses réalisées sera transmis au payeur régional

Animation territoriale transversale :

- Acompte de 80% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde de 20% après fourniture du bilan de l'année avant le 31 octobre (sous la forme du tableau de suivi des objectifs de la feuille de route)

b) en investissement

❖ **Dossiers concernant le logement social :**

- ✓ **Réhabilitation thermique** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information¹ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements réhabilités.

- ✓ **Offre nouvelle en construction** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements construits.

- ✓ **Offre nouvelle en acquisition-réhabilitation** : Versement en deux fois :

- Acompte de 50% au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional et d'un document attestant du démarrage de l'opération (acte notarié, ordre de service, commande signée...)
- Solde sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) visé par le comptable ou à défaut le maître d'ouvrage, présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur, et précisant le nombre de logements en PLAI et en PLUS livrés.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata en tenant compte du coût, et de la nature PLAI ou PLUS, des logements livrés.

- ✓ **Réhabilitation thermique du parc privé** : Versement au bénéficiaire en une fois sur présentation d'une attestation mentionnant le nombre de logements réalisés, et de leur conformité produite par le maître d'ouvrage ou l'opérateur.

En cas de modification du programme initial, la subvention sera versée au prorata du nombre de logements réhabilités.

❖ **Autres dossiers :**

Subvention	Acompte	2 ^{ème} versement	Solde
Inférieure ou égale à 3 000 €	en une seule fois après l'achèvement des travaux sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé : <ul style="list-style-type: none"> - par le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée 		
Comprise entre 3001 € et 500 000 € inclus	Acompte de 50% sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux (projets immobiliers et d'aménagement publics ou bailleurs) selon le modèle téléchargeable sur le site internet de la Région. 		Solde de 50% maximum sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.
Supérieure à 500 000 €	Acompte de 30 % sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...) - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux selon le modèle A téléchargeable sur le site internet de la Région 	50 % sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées, représentant à minima 70 % de la dépense subventionnable, visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée. 	Solde de 20% maximum sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

L'état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) présente les dates de paiement, la nature des dépenses et le nom du fournisseur.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Pour les projets portés par des collectivités, autres établissements publics ou bailleurs sociaux, **la Région se réserve le droit de ne pas verser le solde de la subvention régionale, ou d'en demander le remboursement dans le cas où elle n'aurait pas été associée**, comme convenu à l'article 2 du Contrat régional de solidarité territoriale, à l'inauguration de l'opération.

Ces modalités pourront être adaptées par la CPR pour des projets particuliers, notamment pour des opérations d'envergure pour lesquelles un échelonnement des paiements sur la durée du Contrat pourra être proposé.

AXE A1 : Attractivité numérique du territoire

Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Accompagner la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique du Loiret
- Privilégier les cibles « économie », « services publics, santé, culture » et « enseignement »

Ce projet doit permettre d'ici 2015 de couvrir l'ensemble du territoire du Loiret en haut débit et en THD en 2022. Un partenariat a été conclu avec le groupe SFR, sous forme de délégation de service public. L'objectif de cette convention est de déployer un réseau de communications électroniques à très haut débit qui irriguera d'ici 10 ans, toutes les communes du Loiret. Les particuliers mais aussi les entreprises du Loiret sont concernés par cette avancée technologique avec la couverture de 51 zones d'activité dans un délai de deux ans. A terme, le très haut débit dans le Loiret doit permettre de développer les usages numériques dans de nombreux domaines comme l'éducation ou la santé.

- 300 millions d'euros pour réaliser le Très Haut Débit sur tout le Loiret
- 800 km de fibre optique déjà installés
- 1100 km de fibre pour couvrir l'ensemble du département

Accompagnement du déploiement du Très Haut Débit

Sens de l'action régionale	<p>La mise à disposition auprès des particuliers et des entreprises de réseaux de communications électroniques offrant des débits adaptés aux usages est un élément essentiel à la compétitivité et à l'attractivité de nos territoires.</p> <p>Les opérateurs privés ont annoncé déployer la fibre optique à l'abonné (FttH) entre 2012 et 2020 auprès de 40% de la population régionale. Ces investissements seront essentiellement concentrés sur les 8 zones les plus urbaines.</p> <p>L'effort financier régional doit permettre de créer un véritable effet levier pour :</p> <ul style="list-style-type: none">• lutter contre la fracture numérique• à l'horizon 2020, atteindre 70% de couverture de la population en fibre optique et proposer l'Internet rapide à tous les habitants• soutenir le développement des usages numériques à destinations des particuliers et des entreprises sur l'ensemble du territoire régional ;
Nature de l'aide	<ul style="list-style-type: none">• Subvention
Contenu	<ul style="list-style-type: none">• projets de réseau de communications électroniques, notamment : fibre optique à l'abonné, montée en débit, étude préalables
Maîtres d'ouvrage	<p>véhicule de portage du RIP (SMO ou Conseil départemental)</p>
Financement régional	<p>Le financement régional s'opère dans le respect des conventions de financement signées avec le Syndicat Mixte Ouvert compétent ou, dans le Loiret, avec le Conseil départemental.</p> <p>La part à imputer à chaque territoire est communiquée en amont par la région et peut être activée sur 2 Contrats successifs.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none">• Association de la Région à la gouvernance du réseau d'initiative publique, notamment en tant que membre de plein droit des syndicats mixtes ouverts• transmission des coordonnées SIG du projet (ex ante et ex post)
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Taux de couverture de la population régionale en FttH• Nombre de prises FttH déployées par l'initiative publique

AXE A2 : Accueil des entreprises

Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Encourager le développement d'une animation économique territoriale coordonnée et lisible à l'échelle du bassin de vie du Pays du Giennois
- Faciliter l'implantation et le développement des entreprises
- Susciter et accompagner les projets d'innovation des entreprises
- Soutenir le développement international des entreprises
- Encourager la structuration d'une offre locale qui répond aux attentes des donneurs d'ordre de filière notamment dans le cadre de projet du grand carénage de la centrale Dampierre et de Belleville sur Loire
- Favoriser la démarche SCoT

Le Pays du Giennois se caractérise par son autonomie vis-à-vis des pôles urbains périphériques : Orléans, Montargis, Cosne/Loire et Aubigny/Nère. Ce fonctionnement économique autonome se traduit par un ratio proche d'un emploi pour un actif occupé (16 989 emplois pour 17 607 actifs, soit 0,97 en 2008).

Issu d'une tradition industrielle qui remonte à la fin du 19^{ème} siècle avec la faïencerie à Gien et les perles, boutons et mosaïques à Briare, le tissu industriel du Pays est aujourd'hui diversifié et représente le quart des emplois du Pays du Giennois. En intégrant les deux centrales nucléaires aux portes sud et nord du Pays, il existe d'autres grands employeurs industriels : OTIS fabricant d'ascenseurs (620 salariés), Georgia Pacific dans la fabrication de produits d'hygiène (330 salariés), Pierre Fabre Médicaments Production (490 salariés)...

Même si l'emploi industriel semble avoir résisté comparativement à d'autres secteurs de la Région, l'industrie perd des emplois (-1% par an). Il est à noter également une sous-représentation des activités tertiaires, situation liée au caractère rural du territoire.

Fort d'une réelle identité économique, le Pays du Giennois doit veiller néanmoins à miser sur de nouveaux moteurs de développement en valorisant ses ressources propres - socle agro naturel, savoir-faire agricoles et industriels, atouts de positionnement en termes touristiques - mais aussi en améliorant les conditions d'accueil et d'accompagnement des investisseurs locaux et extérieurs.

Descriptif sommaire du projet réalisé en Mesure 03 :

Village des entreprises

Maître d'ouvrage : Communauté des Communes Giennoises

Montant estimatif du projet : 2.580.000 €

Contenu : Le projet doit pallier l'absence de locaux de petites surfaces sur le territoire de Gien et faire gagner en visibilité les TPE locales (moins de 10 salariés, soit 90% des entreprises). Le projet va se réaliser en plusieurs phases sur la ZAC de la Bosserie Nord. La CDCG possède un terrain de 10.674 m² et souhaite réaliser environ 12 lots entre 200 et 350 m². Pour la Phase 1, la CDCG propose la construction d'un bâtiment de 1.000 m² réparti en 4 ou 5 lots.

Echéancier : Octobre 2014

Date d'éligibilité des dépenses : 1^{er} octobre 2014

Projet réalisé en novembre 2014.

Création de 4 cellules sur 1.000 m² (entre 200 et 300m²/cellule)

2017 : 2 cellules sont occupées.

1 emploi maintenu.
2 emplois créés.
2.231m² artificialisés.

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN (mesure 2) :

Aménagement de parcelle sur la zone d'activité de La Pinade à Briare : création d'une voirie de desserte (travaux de VRD), éclairage, espaces verts, réseaux.

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes Berry Loire Puisaye

Montant estimatif du projet : 350.000 € HT

Contenu : Dans la zone d'activité de la Pinade à Briare, les travaux concernent de la création d'une voirie de desserte, des réseaux, de la signalétique et les espaces verts au milieu d'une parcelle afin de diviser en lots de taille moyenne.

Etat d'avancement du projet : Etude de l'AMO.

Echéancier : 2018

Foncier économique

Régimes d'aide	<p>Conformément à l'article 3 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1511-3 CGCT, seul le bloc communal est doté de la compétence de plein droit pour définir et accorder des aides à l'immobilier d'entreprise.</p> <p>L'aide régionale en matière de foncier économique et d'immobilier d'entreprises s'exerce donc en application du régime d'aide défini par la collectivité maître d'ouvrage de l'opération.</p> <p>L'éventuel rabais consenti à l'entreprise par rapport au prix du marché et permis par ces financements publics doit s'inscrire dans un régime d'aide d'Etat qui doit réglementairement être notifié à l'entreprise.</p> <p>Les aides octroyées aux entreprises (à savoir un tarif préférentiel sur la vente ou la location) devront être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat, en s'appuyant sur l'un des régimes notifiés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none">• régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none">• à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none">• Offrir aux entreprises des conditions optimales pour leur implantation ou leur développement, tout en :• limitant les risques de concurrence entre les territoires• donnant la priorité au renouvellement et à la densification de l'existant• assurant une amélioration qualitative et environnementale des parcs d'activités
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none">• Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans• Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre• Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)• Avoir engagé une démarche de développement durable pour l'aménagement du parc d'activités traitant 4 thématiques obligatoires : « Gestion économe de l'espace - Energie - Chantier », « Biodiversité - Eau - Paysage », « Déplacements » et « Services aux salariés et aux entreprises »
Contenu	<ol style="list-style-type: none">1. Réqualification et densification du parc existant2. Création de nouvelles surfaces d'activités (extension de parc existant / création de parc) exclusivement pour les territoires sur lesquels l'offre est inférieure à la demande estimée à 5 ans <p>- Toutes les dépenses liées à l'aménagement interne du parc d'activités : frais d'ingénierie (AMO développement durable, MOE, études spécifiques), acquisitions foncières, travaux de viabilisation (VRD) et d'aménagement (éclairage, signalétique, espaces verts ...)</p> <p>- Investissements liés à la création de services et d'équipements aux salariés et aux entreprises.</p> <p>- Acquisitions foncières intégrées dans une stratégie foncière à long terme</p> <p>- Investissements liés à des équipements spécifiques (exemples : réseau de chaleur, embranchement ferré, TIC ...)</p>
Maîtres d'ouvrage	EPCI, PETR, Syndicats mixtes, syndicats intercommunaux le cas échéant, et leurs délégataires
Financement	- Aménagement de zone : 50% maximum du reste à charge pour le maître d'ouvrage, après déduction de l'ensemble des recettes (subventions et recettes issues de la vente

régional	<p>des terrains sur la base d'un prix de vente conforme au marché local).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Equipements spécifiques / services seuls sur ZAE existante : 40% - AMO Démarche de développement durable : 80% - Réserve foncière économique à long terme : 20% <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pour tout projet : Indication du régime retenu pour la pratique d'un tarif préférentiel aux entreprises ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées ✓ <u>Modalités spécifiques aux projets de création de nouvelles surfaces d'activités (extension / création) :</u> <p>Les projets d'extension ou de création de parcs d'activités doivent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ limités à des secteurs ou carence en foncier d'activité avérée (identifié dans le projet de développement économique) ✓ situés dans un centre urbain (agglomération ou pôle de centralité) ou desservis par un nœud infrastructures routières majeures ou ferroviaires ou par une ligne régulière de transports en commun (gare, arrêt de bus urbain) assurant un bon accès de la zone aux utilisateurs. <p>La nécessité de créer de nouvelles surfaces d'activités doit être argumentée au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ de la démonstration que la réqualification et/ou la reconversion de friches ne peut répondre aux besoins identifiés sur le territoire. ✓ de l'existence d'un taux de commercialisation du foncier économique capable d'utiliser les réserves disponibles en moins de 4 à 5 ans, ✓ d'une analyse au regard de son impact sur les espaces agricoles, les espaces naturels à préserver, les secteurs touristiques remarquables.
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb d'entreprises nouvelles implantées sur le territoire

Création de locaux d'activités

Régimes d'aide	<p>Conformément à l'article 3 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1511-3 CGCT, seul le bloc communal est doté de la compétence de plein droit pour définir et accorder des aides à l'immobilier d'entreprise.</p> <p>L'aide régionale en matière de foncier économique et d'immobilier d'entreprises s'exerce donc en application du régime d'aide défini par la collectivité maître d'ouvrage de l'opération.</p> <p>L'éventuel rabais consenti à l'entreprise par rapport au prix du marché et permis par ces financements publics doit s'inscrire dans un régime d'aide d'Etat qui doit réglementairement être notifié à l'entreprise.</p> <p>Les aides octroyées aux entreprises (à savoir un tarif préférentiel sur la vente ou la location) devront être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat, en s'appuyant sur l'un des régimes notifiés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'une « chaîne immobilière » assurant le parcours résidentiel des entreprises (quel que soit leur statut juridique) avec une gamme de locaux d'activités adaptés, qu'il s'agisse de permettre l'accueil de nouvelles entreprises ou le développement des entreprises existantes. • Soutenir la création et le développement des entreprises dans les pôles offrant une gamme de services aux entreprises et aux salariés suffisante, en développant des produits adaptés (services communs, conseil et réseaux inter entreprise).
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)
Contenu	<p>La Région soutiendra en priorité la reconversion de friches dans un souci d'économie de foncier.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Création de locaux d'activités en location aux entreprises* (pépinière, atelier relais hôtel d'entreprises, village d'artisans) en bail précaire (24 mois) ou en bail commercial (3/6/9 ans) • Création de locaux d'activités pour le compte d'une entreprise dans le cadre d'un crédit-bail immobilier <p>* Quel que soit leur statut juridique (RCS, RM, coopérative, association...)</p>
Maîtres d'ouvrage	EPCI et leurs délégataires éventuels
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ensemble des dépenses d'investissement liées à la création du bâtiment, des études et acquisitions jusqu'à l'aménagement intérieur du bâtiment. - Concernant les équipements (meubles, informatique ...), seuls les équipements de service commun aux entreprises sont éligibles <p>Sous réserve que la détermination du loyer consenti respecte la réglementation en vigueur : 50% du reste à charge du maître d'ouvrage,</p> <p>Reste à charge = Dépenses – recettes (subventions et loyers)</p> <p>✓ En bail précaire ou en bail commercial : le reste à charge pour le maître d'ouvrage</p>



- est calculé déduction faite des loyers escomptés sur 9 ans et des éventuelles autres recettes ou subventions
- ✓ En crédit-bail : le reste à charge du maître d'ouvrage est calculé déduction faite :
 - des loyers escomptés sur la durée du crédit-bail
 - du montant de l'option d'achat
 - ainsi que des éventuelles autres recettes et subventions
 - Subvention minimum 2.000 €
 - Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
 - Taux bonifié de 10 points pour les projets de réhabilitation de bâtiments existants. Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :
 - système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
 - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)

Modalités

- ✓ Démonstration de l'opportunité du projet au regard du projet local de développement économique durable du territoire (analyse de l'offre et de la demande en immobilier d'entreprise sur le territoire, constat de carence de l'initiative privée)
- ✓ Bilan financier prévisionnel de l'opération, apprécié au regard des coûts d'investissement et d'exploitation sur 9 ans ou sur la durée du crédit-bail (gestion, entretien-maintenance du bâtiment) et des recettes escomptées
- ✓ Respect par le maître d'ouvrage de la réglementation relative aux aides aux entreprises en vigueur (légalité du rabais éventuel par rapport au prix du marché, non enrichissement sans cause du maître d'ouvrage).
- ✓ Convention entre l'entreprise et la collectivité dans le cadre d'un crédit-bail
- ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées
- ✓ Pour les parties administratives dans un bâtiment existant: atteinte de l'étiquette énergétique B, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m²/an conjuguée à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux

Indicateurs d'évaluation

- Nb d'emplois créés sur le territoire
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés Nb d'entreprises accueillies
- Dont nouvellement implantées sur le territoire

AXE A3 : Economie agricole

Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Accompagner les acteurs œuvrant dans tous les secteurs de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)
- Contribuer à sécuriser la polyculture élevage et l'activité maraîchère
- Accompagner le dynamisme de la filière « AOP Gien »
- Soutenir la mise en place d'une activité secondaire sur les exploitations
- Promouvoir l'installation et la reprise d'activités agricoles

Partant du constat que certains secteurs agricoles traditionnels sont à ce jour fragilisés (polyculture-élevage), ou ont quasiment disparu (maraîchage), la qualité et la diversité de notre agriculture doivent être pérennisées.

Cet objectif pourra être atteint, en complément de la structuration de filières locales et innovantes et de politiques plus ciblées, à travers le soutien aux exploitants dans leur activité quotidienne et par la structuration de circuits courts alimentaires, qui représentent dans cette optique un levier majeur.

Le développement des circuits courts alimentaires des productions agricoles (production, transformation, commercialisation) apparaît économiquement opportun pour soutenir les secteurs fragilisés. L'opportunité de structurer des circuits courts doit de surcroît être mise en perspective avec le bassin de consommation du Giennois, permettant d'atteindre a priori les masses critiques suffisantes en termes de demande, sachant que des pôles périphériques pourraient également bénéficier des productions du Pays.

Au titre des filières locales, le territoire est concerné par la filière Crottin de Chavignol (2014-2018) portée par le Syndicat du crottin de Chavignol. Les objectifs sont de renforcer la communication et la notoriété de l'AOP caprine (plan de communication, signalisation), de maintenir et développer la transformation fromagère (animation technique de la zone, aides aux activités de transformation et de vente directe) et d'améliorer la compétitivité des élevages (développement de l'autonomie alimentaire). Ce projet est piloté par le Pays Sancerre Sologne.

Une démarche pourrait également être engagée au bénéfice de l'AOC viticole Coteaux du Giennois.

Descriptif sommaire du projet réalisé en Mesure 05 :

Création d'un atelier de découpe de viande bovine et magasin de vente

Maître d'ouvrage : EARL La Prébenderie

Montant estimatif du projet : 108.142 € HT plafonné à 28.571,43 € HT (Taux de 35% car jeune installé depuis moins de 5 ans).

Contenu : Jeune agriculteur installé avec un père Artisan-boucher, la famille RUSSO élève des Charolaises sur la commune de Beaulieu sur Loire et se propose de découper et de vendre en direct leurs animaux. Le projet consiste à aménager un bâtiment en laboratoire et lieu de vente au public et à acquérir le matériel nécessaire à l'activité.

Echéancier : 2014

Date d'éligibilité de la dépense : 19 mai 2014

Projet réalisé en mai 2014

Projet bonifié car nouvel installé
2 emplois maintenus
1 emploi créé

Label « Bienvenue à la Ferme »

Introduction lors du Bilan à mi-parcours de la Mesure 05-4

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN :

Investissements liés au stockage et à la transformation des produits locaux dans les cantines scolaires

Maître d'ouvrage :

- Commune d'Ousson sur Loire
- Commune de Saint-Gondon Commune de Bonny sur Loire
- Commune de Beaulieu sur Loire

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN :

Accompagnement du SMPG pour le développement des circuits courts vers la restauration collective

Maître d'ouvrage : Syndicat Mixte du Pays du Giennois

Montant estimatif du projet : 12.500 € TTC

Contenu : Le SMPG souhaite développer les circuits courts de commercialisation vers la restauration collective sur son territoire. Cette étude permettra de réaliser un état des lieux des circuits courts du territoire et des cantines, de proposer des actions et des réunions d'informations vers les élus, les cuisiniers et les agriculteurs.

La prestation d'accompagnement de la Chambre proposée comporte :

- . Un volet « état des lieux » qui relève d'un financement au titre du budget agriculture (base de données régionale) hors CRST ;

- . Un volet « structuration de l'offre locale » éligible au CRST sous réserve de la mise en œuvre d'une méthodologie collaborative,

Echéancier : 2016-2017

Descriptif sommaire du projet réalisé en Mesure 07 :

Acquisition de matériels : tête de coupe, chariot de transport et bec rotatif

Maître d'ouvrage : CUMA du Giennois

Montant estimatif du projet : 39.000 € HT

Contenu : Suite à de nouvelles demandes des adhérents en matière de récolte d'ensilage, d'intégration de cultures moins gourmandes en eaux, de diversification des assolements, la CUMA souhaite investir pour compléter son équipement de têtes de récolte sur ses ensileuses .C'est une coupe direct à disques qui permet de récolter Sorgho, Céréales immatures, Protéagineux et herbe. Entre dix et quinze adhérents seront utilisateurs suivant les années.

Echéancier : 2014

Projet réalisé en juillet 2014

12 adhérents concernés par l'achat de ce matériel sur 100 hectares.

Suppression lors du Bilan à mi-parcours des Mesures 6 & 7. Les demandes d'aides devront être présentées au titre de la politique sectorielle concernée.

Développement de l'agriculture biologique

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none">- Maintenir l'emploi agricole non dé localisable sur le territoire régional- Concourir à la préservation de la biodiversité, de la qualité de l'eau, de l'air et des paysages- Amplifier le rythme de conversion des surfaces à l'agriculture biologique et conforter les surfaces converties conformément au SRDEII
Contenu	Investissements de production (sauf s'ils relèvent d'un des CAP' Filière)
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none">- Exploitants agricoles adhérant à un GAB ou à une structure collective AB hors Bio centre- Structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure), CUMA
Financement régional	<p>35% (exploitants individuels) – soit une bonification de 10 points par rapport à un producteur conventionnel</p> <p>Bonification de 5 points pour tout nouvel installé (depuis moins de 5 ans, cumul 40%)</p> <p>La subvention régionale est de :</p> <ul style="list-style-type: none">- 2 000 € minimum- 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle- 100 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective
Modalités	Attestation de certification AB de l'année
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Nb d'emplois créés• Surfaces concernées en conversion et en maintien

Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir et favoriser l'emploi agricole (non dé localisable) sur le territoire régional - Développer de la valeur ajoutée sur les exploitations agricoles pour diversifier les revenus des exploitations et rendre les exploitations moins sensibles aux aléas économiques et climatiques - Limiter le transport des productions agricoles - Favoriser la traçabilité des produits par la vente directe entre producteurs et consommateurs - Développer l'alimentation de proximité notamment en direction des cantines scolaires et de la restauration collective
Contenu	Investissements de production, transformation, commercialisation liés à la diversification agricole, aux circuits courts alimentaires, à l'approvisionnement local et bio des cantines scolaires et de la restauration collective, à l'agritourisme
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles, structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure), CUMA
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - 25% en individuel (quelle que soit la forme juridique de l'exploitation) <p>Bonification de 10 points pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nouvel installé depuis moins de 5 ans - agriculteur biologique <p>... dans la limite de 40%</p> <ul style="list-style-type: none"> - 35% en structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure) <p>La subvention régionale est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 000 € minimum - 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle - 100 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective
Modalités	<p>Investissements éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investissements relatifs à la transformation et à la commercialisation (matériels, locaux) liés à la diversification agricole, aux circuits courts alimentaires, à l'approvisionnement local et bio des cantines scolaires et de la restauration collective, à l'agritourisme - Investissements de production liés à une diversification représentant, ou relatifs à une niche économique, s'ils ne relèvent pas d'un CAP Filière
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'Ha artificialisés

INTRODUIT AU BILAN

Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire Territorialisé

<p>Sens de l'action régionale</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner la création de PAT, puis de SAT, par la mise en réseau des acteurs et la relocalisation de l'alimentation, pour le développement économique local et l'accès à une alimentation de qualité, AB, pour tous : <ul style="list-style-type: none"> * Mise en place d'un PAT * Installation de nouveaux acteurs économiques (producteurs, transformateurs) et mise à disposition de foncier, selon les principes retenus pour les SAT dans la Région Centre Val de Loire * Mise en place de la gouvernance d'un SAT - Maintenir et développer l'emploi local non-dit localisable, et développer la valeur ajoutée des exploitations agricoles - Promouvoir l'image des territoires à travers des produits de terroir - Répondre à l'attente des citoyens en matière d'alimentation durable et de santé - Concourir à la préservation de terres arables dans les zones péri-urbaines, à la lutte contre le réchauffement climatique, à la préservation de la biodiversité via des modes de production agro-écologiques et respectueux <p><i>La définition des principes des systèmes alimentaires territorialisés constitue une action à part entière de la Stratégie Régionale en faveur de l'Alimentation articulée autour de :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - la restauration collective, levier de changement - la gastronomie et les terroirs vitrine de l'art de vivre en région - les acteurs économiques : relever le défi de la qualité nutritionnelle - l'éducation pour les initiatives citoyennes et une alimentation durable - les systèmes alimentaires territoriaux : accompagner l'émergence dans les territoires
<p>Types de projets ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> - ingénierie accompagnant les démarches de « Projet Alimentaire territorial » (diagnostic partagé, sensibilisation, programme d'actions, outils d'évaluation...) ou l'émergence et la structuration de démarche de « Système Alimentaire Territorialisé » (visant à tendre vers l'autonomie alimentaire du territoire), selon une méthodologie collaborative et intégrative des acteurs afin d'assurer une gouvernance territoriale partagée : l'accompagnement d'un projet collaboratif pourra relever du dispositif A Vos ID - investissements visant à faciliter le rapprochement producteurs/consommateurs, l'installation de nouvelles activités liées à la création d'un SAT, l'approvisionnement de la restauration collective, la mutualisation d'outils de stockage, livraison, conditionnement, préparation, l'aménagement et la mise à disposition de foncier par les collectivités (ferme-relais ...) – y compris études de faisabilité amont. Concernant la restauration collective, sont éligibles les investissements dédiés au stockage et à la transformation de produits locaux. Sont exclus la mise aux normes et le renouvellement de matériel courant. <p><i>NB : les investissements des producteurs (agriculteurs, associations d'insertion) favorisant le développement d'une offre sur le territoire (production, transformation, commercialisation) sont accompagnés au titre des cadres n°4, 5 et 8.</i></p>
<p>Financement régional</p>	<p>Maîtres d'ouvrages : Collectivités, syndicats mixtes, établissements publics, associations, notamment AMAP, et chambres consulaires à la condition d'être intégrées dans une démarche collective publique</p> <p>Privés dans le cadre d'une démarche collective (ex : maison de retraite, établissement d'enseignement)</p> <p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ingénierie internalisée ou externalisée menée à l'échelle d'un territoire, défini au regard du bassin de vie ou de consommation auquel il appartient. - dépenses de communication et d'animation <p><i>Il ne peut s'agir du financement de missions préexistantes ou de missions classiques de la structure support</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - investissements s'inscrivant dans la démarche SAT (de type plate-forme logistique, légumeries, magasin de producteurs, véhicules de livraison, mise à disposition de foncier...) <p>Taux d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 60% maximum des frais d'animation et des frais d'ingénierie dans la limite de



- trois ans
- 40 % investissements
- Subvention minimum 2 000 €, plafonnée en cas de maîtrise d'ouvrage privée (ex : maison de retraite de droit privé) à 30 000 €

En cas de projet immobilier :

- ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- ❖ Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :
 - système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
 - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation);
 - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)

Conditionnalités spécifiques :

Association de la Région au comité de pilotage de suivi de la démarche et à toutes les étapes de conception et de validation du projet

Modalités

- ✓ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées
- ✓ L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 KWh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux

Indicateurs d'évaluation

Nombre d'emplois créés
Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
Volume de productions concernés (créés, traités, commercialisés ...)

AXE A4 : Economie sociale et solidaire

Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Accompagner les acteurs œuvrant dans tous les secteurs de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)

La faiblesse de l'offre d'emplois, les problèmes d'insertion et de formation professionnelle constituent un handicap pour le Pays, notamment un frein au développement de l'emploi et à l'adaptation de la population active. La progression du taux de chômage depuis 2003 incite les partenaires locaux et le Pays à renforcer leurs actions en matière d'insertion et d'appui au développement de la formation professionnelle pour toutes catégories de population.

L'Economie Sociale et Solidaire (ESS) est un atout pour l'attractivité du territoire par sa capacité à innover dans de nombreux domaines (énergie, mobilité, services aux populations, etc.).

Sur le bassin de vie de Gien, l'ESS représente un vivier de 177 entreprises pour 1399 salariés, soit 10,3% des établissements et 10,2% des emplois, pour une masse salariale brute de 25 millions d'euros.

Les activités portées par les structures de l'ESS répondent directement à un besoin local parce qu'elles sont développées par et pour les acteurs du territoire. Ces activités permettent de :

- Créer des emplois non dé localisables,
- Maintenir des services de proximité essentiels à la qualité de vie des habitants,
- Développer l'entrepreneuriat (accompagnement, financement, etc.),
- Favoriser la reprise/transmission d'entreprises,
- Résoudre des problématiques locales en développant de nouvelles coopérations économiques.

La Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire du Centre est un acteur important pour l'accompagnement du développement socio-économique du Giennois.

Insertion par l'Activité Economique des personnes en difficultés

Régimes d'aide	<p>Si l'opération entre dans le champ des aides d'Etat, application du régime d'aide le plus adapté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME ou - régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale ou <p>à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</p>
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'insertion professionnelle des personnes en difficultés et handicapées
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • S'articuler avec une convention de partenariat économique signée entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)
Contenu	<p>⇒ Acquisition de foncier lié au développement de l'activité de la structure</p> <p>⇒ Aide à l'investissement immobilier (y compris acquisitions foncières et immobilières) pour permettre le développement de l'activité de l'association</p> <p>⇒ Aménagements productifs, équipement et matériels nécessaires pour le développement de l'activité de l'association (machines, outils, acquisition de véhicule...)</p> <p>⇒ Ingénierie, frais d'honoraires, études spécifiques hors étude d'impact réglementaire</p> <p>Domaines d'activités : agriculture bio, maraîchage, services à la personne, éco-construction, éco-conception, entretien des espaces verts, collecte et recyclage d'objets de récupération...</p>
Maitres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Structures agréées au titre de l'Insertion par l'activité Economique (IAE) : Association Intermédiaires (AI), Entreprise d'Insertion, Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), Atelier et chantier d'insertion (ACI) - Entreprises Adaptées (EA) et Etablissement ou Services d'Aide par le Travail (ESAT) - Régies de quartier <p><i>Les opérations en maîtrise d'ouvrage publique relèvent du cadre de référence n°2 ou 3.</i></p>
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Taux : 40% si l'opération ne relève pas d'une aide d'Etat • Subvention minimum 2 000 € • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)



Pour les projets immobiliers :

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de **100 KWh/m²/an** conjugué à l'atteinte de la **classe énergétique C après travaux**
- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées

**Indicateurs
d'évaluation**

- Nb d'emplois créés
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nombre de personnes insérées à leur sortie du dispositif (CDD de plus de 6 mois, CDI, alternance)
- Nombre de personnes handicapées insérées

AXE A5 : Economie touristique

Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Susciter l'émergence d'une stratégie touristique unifiée sur le bassin de vie et constitution d'un réseau d'acteurs
- Concourir à l'enrichissement de l'offre touristique combinant « Nature et Culture »
- Soutenir la qualité et l'innovation dans les sites de visite
- Accompagner le dynamisme de la filière « AOC Coteau du Giennois » en viticulture

Le Pays est parcouru par de multiples chemins de randonnées : chemins de Grandes Randonnées, chemins de petites randonnées, itinéraire « Loire à Vélo », 7 itinéraires cyclables sur le Pays, accessibles aussi bien à pied, qu'en vélo ou à cheval.

Ils permettent de découvrir un patrimoine naturel riche : Val de Loire, Forêt d'Orléans, canaux, Sologne : atout premier du Pays pour développer le tourisme et les loisirs. Le cadre du Pays est de plus en plus recherché par les citadins et les touristes dans une logique de découverte de la nature.

Il apparaît déterminant d'intégrer davantage les activités touristiques comme secteur d'activité économique à part entière dans les stratégies économiques locales. Par ailleurs, un travail d'appropriation des richesses et sites touristiques pourrait être renforcé auprès des décideurs, opérateurs touristiques et résidents du Pays du Giennois, de telle sorte que l'activité touristique soit davantage prise en compte.

Descriptif sommaire du projet réalisé en Mesure 10-1 :

Aménagement de l'aire de repos sur l'itinéraire « Loire à Vélo » au niveau du déversoir

Maître d'ouvrage : Commune de Saint Gondon

Montant estimatif du projet : 50.000 €

Contenu : La commune de St Gondon est positionnée avec plusieurs itinéraires : GR3, Loire à Vélo. Afin d'améliorer l'accueil des utilisateurs, une aire de repos située dans un parc en bord de rivière et à deux pas du centre historique médiéval a été aménagée (proche du déversoir). La commune souhaite terminer ces investissements par l'aménagement d'un point d'eau et de sanitaires.

Echéancier : 2015-2016

Projet réalisé en juin 2016

Réutilisation de l'ancien château d'eau situé en centre bourg et sur l'itinéraire Loire à Vélo : installation de toilettes publiques et d'un point d'eau.

Descriptif sommaire du projet pressenti en Mesure 10 :

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN :

Réalisation d'une étude Pays à vélo sur le territoire du Pays du Giennois

Maître d'ouvrage : Office de tourisme de Gien ou tout autre opérateur

Montant estimatif du projet : 37.500 €

Subvention sollicitée : 30 000 €

Contenu : Suite à la réalisation d'un premier travail de topoguide, l'OT de Gien souhaite entrer dans le dispositif régional « Vélocentre ». Une association à ce travail de l'Office de Tourisme Terre de Loire et Canaux est prévue afin que le travail soit engagé sur l'ensemble du Pays Giennois. Cette étude devrait être le préalable à l'aménagement de boucles cyclo touristiques notamment en lien avec le petit patrimoine.

Etat d'avancement du projet : en projet (les crédits seront à prélever dans l'enveloppe

fongible)
Echéancier : non connu

Descriptif sommaire du projet pressenti en Mesure 11 :

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN :

Remise à jour du balisage sur les circuits de randonnée et Installation d'une passerelle sur un chemin inscrit au PDIDR

Maître d'ouvrage : Commune d'Ouzouer sur Trézée

Montant estimatif du projet : 13.454 € HT

Subvention sollicitée : 5.300 €

Contenu : Dans le but de faciliter les randonnées, la commune d'Ouzouer sur Trézée souhaite remettre à jour le balisage des circuits existants. Elle envisage d'y ajouter la réouverture du Chemin du Rochoir (inscrit au PDIPR) qui implique la construction d'une passerelle afin de franchir la Trézée, ce qui permettrait de relier le réseau communal au Vélo route et à la « Loire à vélo »

Etat d'avancement du projet : En cours

Echéancier : 2017-2018

Descriptif sommaire des projets pressentis en Mesure 14 :

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN :

Réhabilitation du Musée de la faïencerie de Gien

Maître d'ouvrage : Association du musée de la faïencerie de Gien

Montant estimatif du projet : 2,4 M € TTC

Subvention sollicitée : 300 000 € maximum ou taux de 40% (par dérogation au plafond de 100 000 €)

Contenu : Le musée de la faïencerie de Gien nécessite une réhabilitation complète qui permettra d'améliorer de manière conséquente la muséographie du lieu, la conservation des archives et de créer des résidences d'artistes.

Etat d'avancement du projet : En cours

Echéancier : Début des travaux fin 2018 ou 2019

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN :

Aménagement d'un point d'accueil pour la barge de Loire à Gien

Maître d'ouvrage : Office de tourisme de Gien

Montant estimatif du projet : 14 000 € HT

Subvention sollicitée : 4 500 €

Contenu : L'OT de Gien a pour projet la construction d'une barge de Loire (dont le financement pourra être étudié sur le CAP Batellerie de Loire) et d'aménagement d'un point d'accueil et d'information pour les touristes à Gien. Cette gabare permettra de traverser d'une rive à l'autre.

Etat d'avancement du projet : En cours

Echéancier : Été 2018

Tourisme à vélo

Sens de l'action régionale	<p>En cohérence avec la stratégie régionale 2016 – 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Devenir une Région leader du tourisme à vélo au niveau européen - Aménager, équiper et développer 2 000 km supplémentaires d'itinéraires cyclables pour découvrir et révéler les territoires traversés, en s'appuyant sur les 10 véloroutes structurantes et un réseau structuré de boucles vélo touristiques sur les territoires - Equiper et mettre en tourisme les véloroutes
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> • Association en amont et au suivi du projet de la direction du tourisme du Conseil régional. • Etude par un bureau d'étude expert démontrant la pertinence touristique des parcours et décrivant les moyens mis en œuvre pour leur entretien et leur exploitation touristique dans le cadre du projet cyclotouristique régional.
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes stratégiques de type « Pays ou Agglo à vélo », selon le cahier des charges régional • Dépenses liées à l'aménagement des itinéraires découlant de l'étude <u>préalable</u> : des études et acquisitions foncières à la signalétique • Aménagements de services connexes aux itinéraires : aires de repos ou de services vélos (stationnements vélo, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable, points d'eau, consignes bagages, stations de gonflage et de réparation autonomes, toilettes...), équipements des sites touristiques labellisés ou en vue d'une labellisation « Accueil Vélo » • Supports de communication et de promotion dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage unique à l'échelle de l'itinéraire ou du réseau de boucles aménagé
Maitres d'ouvrage	<p>- <u>Itinéraires Pays / Agglo à vélo</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Etude de faisabilité : EPCI / PETR / Syndicat de Pays ⇒ Aménagements des itinéraires : EPCI/PETR et Syndicat de Pays ⇒ Support de communication et de promotion : EPCI / PETR / Syndicat de Pays / regroupement d'EPCI / Office de tourisme <p>- <u>Aménagements connexes aux itinéraires</u>: Collectivités, EPCI, PETR, Syndicats, communes, propriétaires ou gestionnaires privés de sites touristiques situés sur les itinéraires vélos</p>
Financement régional	<p>Taux d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement des itinéraires : 40% des dépenses d'investissement – 50% dans le cas d'une véloroute prioritaire (en l'absence d'autre financement régional) • Aménagements connexes : MOA publics : 40%, MOA privés : 25% • Etudes de type « Pays/Agglo à vélo » : 80% • Support de communication et de promotion : 50 % <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p>
Modalités	<p>Les maitres d'ouvrage se conformeront aux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Guide technique d'aménagement du Schéma régional des Véloroutes - Guide de la signalisation cyclotouristique - Préconisations sur la conception des supports de communication - Référentiels « Accueil Vélo » (hébergeurs, loueurs de vélos, sites de visite, OT, réparateurs)
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Linéaires cyclotouristiques aménagés en nb de kilomètres

Itinérance touristique pédestre de Pays

Objectifs	<ul style="list-style-type: none">• Maintenir et créer des emplois non délocalisables• Organiser et structurer une offre d'itinéraires et de circuits de randonnée pédestre de qualité,• d'améliorer la qualité des cheminements empruntés, qualifier les services connexes et assurer les liaisons avec les gares ferroviaires• de développer et conforter les étapes partagées par les randonneurs pédestres et les cyclistes
Contenu	<ul style="list-style-type: none">• Aménagements et jalonnement uniquement sur les chemins de randonnée inscrits au PDIPR :
Maîtres d'ouvrage	<u>Itinéraires et aménagements connexes</u> : EPCI, Pays, commune le cas échéant pour aménagements connexes
Financement régional	<u>1/ Itinéraires de randonnée pédestre :</u> <ul style="list-style-type: none">- 40 % pour les chemins inscrits au PDIPR
Modalités	<u>1/ Itinéraires de randonnée pédestre :</u> <ul style="list-style-type: none">- Mise en place d'une signalétique agréée et avis de la FFRP et du Conseil général- Avis du CDT- Association de la direction du tourisme du Conseil régional à la réflexion
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Nb d'emplois créés• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées• Linéaires cyclotouristiques aménagés en nb de kilomètres

œnotourisme

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter l'attractivité touristique du territoire régional en développant une filière touristique « art de vivre » et en favorisant la mise en tourisme des domaines viticoles - Organiser le territoire régional autour de grandes destinations touristiques pertinentes - Maintenir et créer des emplois non dé localisables
Prérequis	- Association en amont du projet de la direction du tourisme du Conseil régional
Contenu	Aménagements dédiés exclusivement à l'accueil du public au chai, clairement dissociés de l'habitation, étude de faisabilité, mission de conseil par un architecte/paysagiste
Maîtres d'ouvrage	Exploitants viticoles, groupements/associations de producteurs
Financement régional	<p>25 % en maîtrise d'ouvrage individuelle, Bonification de 10 points, dans la limite de 40% en cas de</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agriculture biologique - Nouvel installé (moins de 5 ans) - Maîtrise d'ouvrage collective <p>Subvention minimale de 2 000 €, avec un plafond de 30 000 €, porté le cas échéant à 100 000 € dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage collective.</p>
Modalités	<p><u>1. Pour les projets d'accueil d'individuels :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Labellisation « cave touristique » ou équivalent ➤ Conseil amont (architecte, CAUE, PNR, association type Maisons Paysannes de France, Fondation du patrimoine...) pour la prise en compte des questions patrimoniales et le choix d'aménagements respectant les valeurs des lieux et des produits <p><u>2. En sus, pour les projets d'accueil de groupes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Projets situés sur des territoires labellisés Vignobles et Découvertes (ou démarche engagée) sur lesquels les viticulteurs s'engagent dans une démarche de mise en tourisme,
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés

Sites touristiques et lieux d'information touristique

Régimes d'aide	<p>Si l'opération entre dans le champ des aides d'Etat, application du régime d'aide le plus adapté</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <p>à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</p>
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser un accueil touristique de qualité à l'échelle de destinations pertinentes - Maintenir et créer des emplois non dé localisables - Renforcer l'attractivité des sites patrimoniaux naturels et culturels en misant sur la qualité, l'innovation, la diversification des activités et des produits
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Associer la Direction du Tourisme du Conseil régional en amont de la définition du projet (et le cas échéant, Direction de la Culture)
Contenu	<p><u>Pour les sites touristiques (lieux de visite, espaces naturels, et sites de loisirs de plein air) :</u> Etudes stratégiques et de faisabilité, aménagements et investissements pour l'accueil des clientèles touristiques et la qualité des prestations, scénographie, outils de médiation, outils de communication</p> <p><u>Pour les lieux d'information touristique :</u> Etudes stratégiques, aménagements de locaux, développement de supports de communication et acquisition de matériels numériques</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>Sites touristiques : EPCI, PETR, Syndicats de pays, propriétaires privés, associations, communes</p> <p>Lieux d'information touristique : EPCI, PETR, Office de tourisme, EPIC, association</p>
Financement régional	<p>25 % pour les investissements 50 % pour les études stratégiques et la communication</p> <ul style="list-style-type: none"> • Subvention minimum 2 000 € • Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €. • Le plafond d'aide régionale peut être porté, exceptionnellement, à 100 000 € dans le cas d'un projet au rayonnement avéré. <p>Pour le musée de la faïencerie de Gien : taux de 40 % dans la limite d'une subvention régionale de 300 000 € maximum</p> <p>Pour les projets publics :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classé énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)



Modalités

Pour les sites touristiques (lieux de visite et de plein air) :

- Etude de faisabilité économique et touristique pour tout projet de création
- Labellisation « accueil vélo » obligatoire pour les sites situés à moins de 5 km d'un itinéraire touristique cyclable balisé

Pour les lieux d'information touristique

- Mutualisation des structures d'accueil et d'information touristique à l'échelle d'une destination touristique reconnue (présentation de la stratégie commune et de la mutualisation des moyens)
- Classement national (après l'opération)
- Sur les outils et supports de communication, la Région se prononcera au cas par cas sur présentation des opérations en amont

Pour tout projet immobilier

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 KWh/m²/an conjugué à l'atteinte de la **classe énergétique C après travaux**
- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées

Indicateurs d'évaluation

- Nb d'emplois créés
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés

AXE B1 : Services à la population

Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Accompagner les acteurs œuvrant dans tous les secteurs de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)
- Accompagner la mise en œuvre d'un Projet Territorial de Santé (PTS)
- Encourager le développement de la capacité d'accueil des équipements dédiés à la petite enfance et à la jeunesse
- Favoriser le maintien de l'artisanat et des commerces de proximité en priorité dans les zones rurales et en favoriser la création/transmission reprise

Pour ce qui est des politiques de santé, le Giennois peut se prévaloir de deux établissements de santé « polarisants » en service : le « Pôle de santé » du Giennois (530 lits) et l'Hôpital Saint-Jean de Briare (140 lits). Mais l'enjeu de la santé et de l'accès aux soins apparaît primordial, dans un contexte de vieillissement des populations et de précarisation des situations individuelles.

La recherche de solutions innovantes et adaptées a été amorcée sur le Pays du Giennois :

- structuration de maisons de santé pluridisciplinaires
- autres démarches de regroupement professionnels non labellisées « MSP »,
- mise en place de formations professionnelles (ex : cycle de formation de 20 aides-soignants au sein de l'hôpital de Briare sur la base d'un partenariat Région Centre / Pôle Emploi), en réponse aux difficultés rencontrées de recrutement.

Ensuite, il convient de combler le retard qui a été pris concernant les politiques ciblées en direction des adolescents (11-12/18 ans). L'objectif est de structurer un projet global et cohérent en direction de la jeunesse – tourné vers les publics adolescents mais aussi les jeunes adultes, dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Enfin, l'attractivité résidentielle de notre territoire est indissociable de sa capacité à accueillir dans de bonnes conditions les enfants, qu'il s'agisse des 0 – 3 ans (« petite enfance ») ou des 3 – 11 ans (« enfance »). L'enjeu est de pouvoir répondre, de manière quantitative, à la demande.

Descriptif sommaire des projets réalisés en Mesure 15 :

Maison de Santé Pluridisciplinaire de Gien

Maître d'ouvrage : Communauté des Communes Giennoises

Base subventionnable du projet : 1 640 000 €

Contenu : Le projet de Maison de Santé Pluridisciplinaire (MSP) prévoit le regroupement de 26 professionnels de santé qui travailleront en synergie avec d'autres médecins, infirmières, kinés, pharmaciens... depuis leurs locaux respectifs. La MSP aura de larges plages horaires d'ouverture, répondra aux appels urgents, facilitera la collaboration interprofessionnelle avec les spécialistes, les hôpitaux et cliniques, les services de maintien à domicile... et sera dotée d'une unité de télé médecine.

Echéancier : 2014-2015

Date d'éligibilité des dépenses : 1^{er} juin 2014

Projet réalisé en 2014-2015

LA MSP de Gien a ouvert le 1^{er} février 2016.

21 professionnels de santé : 7 médecins, 2 podologues et 12 IDE.

2 postes de secrétariat créés.

1 poste de coordinatrice créé.

Maison de Santé Pluridisciplinaire de Châtillon-sur-Loire <u>Maître d'ouvrage</u> : Communauté des Communes du canton de Châtillon-sur-Loire <u>Base subventionnable du projet</u> : 1.760.000 € <u>Contenu</u> : Le projet de Maison de Santé Pluridisciplinaire doit apporter à la population, sur un même site, une offre médicale de proximité, répondre aux difficultés constatées en matière de démographie médicale et renforcer la coopération entre les professionnels de santé (médecins et paramédicaux). <u>Echéancier</u> : 2013-2014 <u>Date d'éligibilité des dépenses</u> : 1 ^{er} mars 2014	Projet réalisé en 2014-2015 La MSP de Châtillon/Loire a ouvert le 18 janvier 2016. 14 professionnels de santé : 3 médecins, 1 diététicienne, 2 IDE, 3 kinésithérapeutes, 1 orthophoniste, 1 ostéopathe, 1 pédicure podologue et sur RDV 1 sage-femme
---	---

Extension de la Maison de Santé Pluridisciplinaire de Bonny-sur-Loire <u>Maître d'ouvrage</u> : Commune de Bonny-sur-Loire <u>Base subventionnable du projet</u> : 61.000 € <u>Contenu</u> : La commune de Bonny sur Loire est actuellement à la recherche d'un troisième médecin. Les travaux consistent à l'aménagement des combles aménageables de la maison de santé pluridisciplinaire afin de réaliser un local pouvant l'accueillir. <u>Echéancier</u> : 2014-2015	Projet réalisé en oct. 2014 – avril 2015 Agrandissement à l'étage pour l'ouverture d'un nouveau bureau. Accueil d'un 3 ^{ème} médecin.
--	--

Descriptif sommaire des projets pressentis en Mesure 15 et 15-1 :

Agrandissement du Pôle médical de La Bussière (sous réserve du projet de santé) <u>Maître d'ouvrage</u> : Commune de La Bussière <u>Montant estimatif du projet</u> : 179.765 € <u>Contenu</u> : Ce projet doit permettre d'apporter un service complémentaire de santé dans une démarche de renforcement du Service Public en milieu rural. Réunir sur un même site des professionnels de santé et offrir un espace et des conditions de travail attractifs à un nouveau médecin qui souhaiterait s'installer en milieu rural. <u>Echéancier</u> : 2018	Projet maintenu Commune recherche et projette de mettre en place un projet de télémédecine. A ce jour sont installés 1 cardiologue, 1 ostéopathe et 1 diététicienne. Projet de santé en cours avec la MSP de Gien uniquement pour le cardiologue sur la télémédecine
---	---

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN :

Animation de la CPTS du Giennois

Maître d'ouvrage : CPTS du Giennois

Montant estimatif du projet : Forfait de 20 000 € pour la 1^{ère} année (au prorata des PS présents sur le Pays Giennois)

Contenu : La CPTS du Giennois regroupera des PS du Giennois mais aussi de la Forêt d'Orléans et du Nord du Cher.

Sa signature est prévue en juin 2018

Echéancier : 2018

Descriptif sommaire du projet à maintenir Mesure 20 :

Création d'un accueil périscolaire à Beaulieu-sur-Loire

Maître d'ouvrage : Commune de Beaulieu-sur-Loire

Montant estimatif du projet : 354.100 €

Contenu : Pour répondre aux exigences en matière d'aménagement des rythmes scolaires, la Municipalité a pour projet de construire une salle d'activités et d'animations pour accueillir entre 20 et 30 enfants en dehors des créneaux scolaires.

Echéancier : 2014-2015

Projet non réalisé

A maintenir après le Bilan à mi-parcours

NOUVEAU PROJET IDENTIFIÉ AU BILAN : sous réserve du respect des modalités sur les clauses d'insertion

Construction d'un accueil périscolaire à Poilly lez Gien

Maître d'ouvrage : Commune de Poilly lez Gien

Montant estimatif du projet : 537.800 €

Contenu : La commune connaît une augmentation de sa population et notamment le nombre des élèves fréquentant le groupe scolaire (école et garderie périscolaire). Dans le cadre de l'accueil périscolaire, les enfants sont accueillis dans 2 salles qui sont aujourd'hui trop petites pour offrir aux enfants un accueil convenable. La commune a décidé de construire un nouveau bâtiment dédié à cette fonction.

Etat d'avancement du projet : Marché accordé.

Echéancier : OS en juillet 2017

Descriptif sommaire du projet pressenti en Mesure 21

Acquisition et réhabilitation du restaurant « La petite Puisaye » à Boismorand avec mise en place d'une épicerie et d'un point presse

Maître d'ouvrage : Commune de Boismorand

Montant estimatif du projet : 171 068 €

Contenu : La commune souhaite acquérir le bâtiment hébergeant le restaurant « La petite Puisaye » dans le bourg afin de maintenir le commerce en milieu rural. La première phase est donc l'acquisition du bâtiment. Des travaux de mise en état et aux normes seront à prévoir également, afin de remettre l'activité de restauration en fonction avec un gérant.

Echéancier : 2014

Date d'éligibilité des dépenses : 1^{er} juin 2014

Projet réalisé en 2015.

Réouverture du dernier commerce de son genre afin de redynamiser le centre bourg.

2 emplois créés.

Descriptif sommaire du projet pressenti en Mesure 21

NOUVEAU PROJET IDENTIFIÉ AU BILAN :

Acquisition d'un bâtiment afin d'y installer un restaurant, une épicerie, un gîte rural et 4 chambres d'hôtes à Saint Firmin sur Loire – Phase 1

Maître d'ouvrage : Commune de Saint Firmin sur Loire

Montant estimatif du projet : 203.800 € HT

Subvention sollicitée : 45.300 €

Contenu : La commune souhaite acquérir un bâtiment situé au pied du Pont Canal de Briare lieu où l'itinéraire « Loire à Vélo » passe. Elle projette d'y installer un restaurant avec terrasses, un salon de thé, une épicerie avec proposition de produits locaux en rez-de-chaussée. A l'étage seront aménagés 4 chambres d'hôtes. Un gîte rural sera également aménagement. La demande subvention Phase 1, porte uniquement sur la phase d'acquisition du bâtiment. Les aménagements intérieurs feront l'objet d'une seconde demande phase 2 avec la demande au titre du CAP Hébergement.

Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures d'exercice regroupé

Sens de l'action régionale

En application d'un des volets du Plan Santé :

- Réduire la fracture médicale en :
 - renforçant l'attractivité du territoire régional vis-à-vis des professionnels de santé et notamment les jeunes
 - améliorant le parcours de soins du patient en favorisant les actions de prévention et de promotion de la santé
- Accompagner les mutations en matière de pratique médicale

Pré-requis inscrits au cahier des charges du CPER 2015- 2020

Associer les services de la Région, du SGAR et de l'ARS en amont de l'élaboration du projet immobilier, notamment dans le cadre d'une réunion de présentation du projet en présence notamment des professionnels engagés dans le projet de santé

Contenu

L'ensemble des projets éligibles au cahier des charges du CPER 2015-2020, et à ses éventuelles modifications.

Maitres d'ouvrage

Collectivités territoriales et leurs délégataires, établissements publics, Organismes gestionnaires de HLM ou autre établissement public de santé (hôpitaux locaux)

Financement régional

Les taux d'intervention et plafonds de subvention sont ceux indiqués dans le cahier des charges du CPER.

Subvention minimum 2 000 €

- Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :
 - o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
 - o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)



Modalités	<p>Communes à l'ensemble des structures d'exercices regroupés</p> <ul style="list-style-type: none"> - CONTRIBUTION AU MAILLAGE : Localisation en zone carencée ou au bénéfice d'une zone carencée² - DEFINITION D'OBJECTIFS ET D'ACTIONS EN MATIERE D'EXERCICE COORDONNE ET DE PREVENTION SANTE, formalisées pour l'ensemble des structures hors Centres de Santé, dans le cadre d'un PROJET DE SANTE, signé des professionnels engagés, mettant en avant les conditions de mutualisation et les attendus du regroupement en termes d'attractivité de la structure et d'amélioration de la prise en charge des patients. <u>Ce projet de Santé ou équivalent est soumis pour avis à l'ARS.</u> - RESPECT DES MODALITES DU CPER relatives aux locaux (exemples : salle de réunion, salles d'attente partagées, loyer conforme au prix du marché, dispositions de remboursement en cas de revente, conditionnalités en cas d'acquisition d'un cabinet existant...) <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B; à défaut gain de 100 KWh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nombre de nouveaux professionnels installés, par profession de santé

Projets locaux de santé

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire la fracture médicale en : <ul style="list-style-type: none"> - renforçant l'attractivité du territoire régional vis-à-vis des professionnels de santé et notamment les jeunes - améliorant l'accès aux soins - améliorant le parcours de soins du patient en favorisant les actions de prévention et de promotion de la santé • Accompagner la mutation en matière de pratiques médicales
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Associer la Direction de l'Aménagement du Territoire du Conseil régional en amont (notamment validation du cahier des charges du CLS et association au choix du prestataire, validation en amont par la Région du budget prévisionnel de la structure d'accueil du médecin salarié).
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1/ Création d'un poste d'animateur du Contrat local de santé 2/ Aide au démarrage pour une Communauté professionnelle territoriale de Santé (CPTS) 3/ Actions de communication, visant à promouvoir la santé et l'attractivité du territoire régional 4/ Expérimentation d'un fonds d'amorçage pour encourager les projets d'installation salariée portée par des communes ou des EPCI
Maitres d'ouvrage	Collectivité territoriale, EPCI, PETR, Syndicat de Pays, établissement public de santé (hôpitaux locaux), structure porteuse d'une CPTS
Financement régional	<ol style="list-style-type: none"> 1/ Financement à 50% sur la durée du Contrat Local de Santé et son élaboration 2/ Forfait de 20 000 € pour l'année de démarrage de la CPTS 3/ Taux de 30% 4/ taux de 25% du reste à charge pour le porteur de projet (plafond de 50 000 €, sur la base du salaire moyen d'un médecin généraliste en début de carrière). La mesure porte sur les 2 premières années de l'expérimentation. <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ol style="list-style-type: none"> 1/ Co-financement sous réserve du financement de l'Agence Régionale de Santé (ARS) 2/ Validation de la CPTS par l'ARS 3 / Les opérations devront s'inscrire dans le Contrat Local de santé. Il ne peut s'agir du financement de missions pré-existantes ou de missions classiques de la structure support. 4/ l'expérimentation ne concerne que les territoires carencés et dans lesquels un CLS a permis de constater l'insuffisance de l'offre libérale, notamment pour s'engager dans un projet d'exercice regroupé.
Indicateurs d'évaluation	<p>Nombre d'emplois créés</p> <p>Nombre de professionnels adhérant à la CPTS</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Les projets de construction ou de réhabilitation doivent comporter une analyse acoustique et scénographique - Le projet doit programmer des artistes soutenus par la Région Centre ou qui sont accompagnés par un pôle régional ou structure associée (partenaires de la Région accompagnant les artistes dans leur professionnalisation) - Le projet devra faire apparaître la mise en place de moyens humains pour assurer la

	<p>pérennité du projet, qui devront représenter au minimum un équivalent temps plein</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le gestionnaire de la salle s'engage à mettre en place une tarification sociale (notamment en acceptant les chèquiers CLARC) <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 KWh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public ont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Structures d'accueil petite enfance (0-3 ans)

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux habitants de disposer des services de base - Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme) - Contribuer au lien social - Offrir aux parents le choix entre différents modes de garde quelle que soit la situation géographique (ville ou zone rurale) - Répondre aux besoins de familles ayant des contraintes spécifiques (situation de travail précaire, parents ayant des horaires de travail atypiques, parents d'enfants présentant un handicap, familles monoparentales,...)
Contenu	<p>Création / aménagement/ réhabilitation de crèches collectives, structures multi accueil micro-crèche, halte-garderie, Relais Assistantes maternelles (RAM)</p> <p>Ces équipements peuvent être gérés par une collectivité locale, une association (avec le soutien de financements publics), une entreprise privée.</p>
Maîtres d'ouvrage	EPCI, Communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <p><u>Investissement</u> : Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier et équipements (lié à la création de places)</p> <p>Taux de subvention :</p> <p><u>Investissement</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 30% pour les projets permettant la création de places nouvelles - 20% pour les projets permettant le maintien de places existantes - Bonification de 10 points (non cumulative) pour les structures : <ul style="list-style-type: none"> • dont la gestion est assurée par une association (soutien à l'ESS) • disposant de personnels dédiés à l'accueil d'enfants handicapés • disposant d'une offre de services pour les parents en horaires de travail atypiques (avant 7h00; après 19h00, week end, jours fériés); • dont l'organisation du service permet l'accueil des enfants de parents en insertion ou en formation professionnelle (places réservées, partenariat avec un organisme de formation ou des structures d'insertion...); • en gestion écoresponsable (label « écolo-crèche » ou démarche « éco-crèche » ou équivalent) <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets publics : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Avis de la CAF - Pour la bonification gestion écoresponsable : présentation de la démarche et attestation de label écolocrèche ou équivalent <p>Pour tout projet immobilier</p>



- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 KWh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux
- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 €.HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées

Indicateurs d'évaluation

- Nb d'emplois créés
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nombre de places de garde créées
- Nombre de places de garde maintenues
- Nombre de places pour les enfants handicapés

Accueil extrascolaire et locaux jeunes

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux habitants de disposer des services de base - Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme) - Contribuer au lien social - Offrir des activités de loisirs aux jeunes
Contenu	Création / aménagement de locaux d'animation et d'accueil pour les jeunes, d'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH), de locaux dédiés à l'accueil périscolaire
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier</p> <p>Taux de subvention : 20% pour les projets permettant le maintien d'un service 30% pour les projets permettant la création d'un service Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. <ul style="list-style-type: none"> • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Pour l'accueil périscolaire, il doit prendre place dans un bâtiment dédié ou dans une partie du bâtiment clairement identifiable et spécifiquement dédié - Avis de la CAF <p>Pour tout projet immobilier</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B; à défaut gain de 100 KWh/m²/an conjugué à l'atteinte de la - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de places créées en ALSH • Nombre de places maintenues en ALSH

Soutien au commerce de proximité

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux habitants de disposer des services de base - Maintenir des emplois non dé localisables - Contribuer au lien social
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)
Contenu	En cas de carence de l'initiative privée : Acquisition, réhabilitation, construction, équipement de commerce de proximité en vue de maintenir ou recréer un commerce
Maitres d'ouvrage	Communes ou leurs groupements Associations
Financement régional	<p>30% de la dépense 40% dans le cas d'une épicerie sociale ou d'un café associatif Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p>Avis de la chambre consulaire sur la viabilité économique et l'absence de concurrence avec des entreprises existantes</p> <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B; à défaut gain de 100 KWh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

AXE B2 : Développement de l'accès à la culture

Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Affirmer les fonctions de centralité des pôles de services en soutenant la création d'équipements culturels et sportifs structurants

La culture au sein du Pays du Giennois n'est aujourd'hui pas à la place qui devrait lui revenir en vue de favoriser l'épanouissement personnel, conforter la cohésion sociale, accompagner les mutations du territoire... mais aussi dans l'objectif de renforcer notre attractivité et notre rayonnement, avec en ligne de mire le développement économique du territoire.

Un « rattrapage » progressif est à opérer et passera en particulier par :

- un approfondissement de la réflexion sur le sens et la place que nous souhaitons accorder à la culture sur notre territoire ;
- un renforcement de l'offre culturelle, prioritairement sur les créneaux de la diffusion, de la pratique et de l'enseignement...mais aussi, à plus long terme, sur le créneau de la création, en lien par exemple avec notre tradition d'artisanat d'art et notre vocation touristique ;
- un développement de la lecture publique.

Descriptif sommaire du projet pressenti en Mesure 17

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN :

Aménagement d'une bibliothèque à Bonny sur Loire

Maître d'ouvrage : Commune de Bonny sur Loire

Montant estimatif du projet : 55.400 € HT

Subvention sollicitée : 17.000 €

Contenu : La commune qui souhaite agrandir sa maison de Santé a dû s'étendre pour des contraintes techniques sur la bibliothèque qui se situait à côté. Il était nécessaire de la déménager au rez de chaussée d'un bâtiment existant « rue de Bicêtre » pour une surface de 42,65 m².

Etat d'avancement du projet : Marché accordé.

Echéancier : Travaux en cours de finition

Descriptif sommaire du projet réalisé en Mesure 18 :

Extension et équipement du Centre Socio Culturel de Briare

Maître d'ouvrage : Commune de Briare

Montant estimatif du projet : 70 334 €

Contenu : La salle de répétition de la salle de musique est devenue trop petite. Le projet d'aménagement porte sur l'extension d'une salle d'environ 40 m² à l'intérieur du bâtiment, avec des travaux (démolition, réfection électricité, chauffage, peinture...) et l'acquisition d'un matériel de sonorisation.

Echéancier : 2014

Date d'éligibilité des dépenses : 21 mars 2014

Travaux réalisés en 2014.

Salle de répétition de l'école de musique passée de 80m² à 114 m².


INTRODUIT AU BILAN

Salles de spectacles support d'une programmation culturelle significative


Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'offre de diffusion culturelle et artistique pour permettre un meilleur maillage du territoire régional, favoriser l'accès à la culture au plus grand nombre • Développer les équipements adaptés au déploiement des politiques culturelles locales et participant à l'attractivité du territoire • Permettre aux artistes soutenus par la Région Centre de se produire sur le territoire régional
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration préalable d'un projet culturel en associant la Direction de la Culture de la Région (formalisation sur la base du formulaire régional) au regard du maillage existant en salles de spectacles accessibles en 30 mn, du planning prévisionnel d'occupation de la salle, du nombre de spectacles professionnels envisagés, du budget artistique prévu ...
Contenu	<p>Création ou amélioration de salles de spectacles</p> <p>Acquisition de matériel scénographique (sonores, éclairage,...)</p>
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, structures privées
Financement régional	<p>Taux de subvention de 30 %</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets publics : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond d'aide régionale peut être exceptionnellement porté à 100 000 € si le projet s'inscrit dans une logique de tiers lieux culturels et artistiques tels que la collectivité les définit et répond notamment aux ambitions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'implication financière des collectivités, - L'accueil d'équipes artistiques dans la durée (permanence) ou de manière temporaire (ex : résidence) - Des logiques de coopération, mutualisation, partage du lieu et des compétences entre acteurs, - la programmation ne comporte pas plus d'un tiers des productions des équipes artistiques gérant les lieux.



Equipements de lecture publique

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Compléter la couverture régionale en matière de lecture publique pour pallier des carences d'équipements sur certains territoires • Favoriser l'adaptation et la montée en gamme des services rendus pour répondre aux besoins des habitants et à l'évolution des usages • Affirmer le rôle des équipements de lecture publique comme des lieux support d'animation culturelle de proximité
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Association de la Direction de la Culture du Conseil régional en amont de l'élaboration du projet
Contenu	Aménagement de locaux, équipements en mobilier dans le cas de la création d'un équipement nouveau ou d'une extension
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI
Financement régional 	<p>Taux de subvention de 30 % Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - En cas de création, le porteur de projet devra faire la démonstration de l'opportunité du projet au regard du maillage existant accessible en vingt minutes - Les projets s'inscrivant dans un réseau permettant la mutualisation des moyens financiers, humains, matériels (fonds documentaires) et d'équipements sont privilégiés <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 KWh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

Equipements liés à l'enseignement artistique : écoles de musique, de danse et d'art dramatique

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Compléter le maillage du territoire en matière d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique • Améliorer l'offre et son accessibilité sur le territoire régional tout en favorisant un rayonnement intercommunal de l'équipement • Favoriser la mise en réseau de ces équipements culturels sur le territoire
Pré-requis	Association de la Direction de la Culture du Conseil régional en amont de l'élaboration du projet
Contenu	Projets immobiliers et équipements liés à la pratique
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, établissements publics
Financement régional 	<p>Taux de subvention de 30 % Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 KWh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

AXE B3 : Sport

Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Affirmer les fonctions de centralité des pôles de services en soutenant la création d'équipements culturels et sportifs structurants

Les habitants du Pays du Giennois bénéficient d'une vie sportive globalement satisfaisante avec une vie associative riche sur le territoire. Cependant, les équipements apparaissent comme vieillissants et peu adaptés aux nouvelles demandes (confort et capacité). Le nombre de licenciés des associations sportives augmente. Le Pays souhaite moderniser les équipements sportifs existants mais également soutenir la création de nouveaux complexes.

Descriptif sommaire des projets réalisés en Mesure 22 :

Construction d'un gymnase à Châtillon-sur-Loire

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes du canton de Châtillon-sur-Loire

Montant estimatif du projet : 1 376 653 €HT

Dépense subventionnable : 688 000 € (équipement adossé à un collège)

Contenu : Le projet consiste en la création d'un gymnase de type C avec sa grande salle et ses annexes (vestiaires, douches, etc.,...). Ces objectifs seront : confort et sécurité des personnes, fonctionnalité des locaux, performance acoustique et thermique. Avec ces divers locaux, les surfaces disponibles, les dimensions de la grande salle, cet équipement répondra aux exigences et recommandations de la Fédération française de Handball et autres, le service de la Jeunesse et des sports, l'Education Nationale. Ce gymnase sera mis à disposition des collectivités, du collège et des associations sportives.

Echéancier : 2013-2014

Date d'éligibilité des dépenses : 1^{er} juillet 2013

Projet réalisé entre juillet 2013 et juillet 2015.

Construction d'un gymnase de type C (1.500 m²) puisqu'il offre une salle dimensionnée aux normes homologuées par la FD des sports pour la compétition des disciplines collectives et individuelles dont le Handball.

Bâtiment construit sur l'ancien plateau sportif.

Construction d'une salle de boxe à Gien

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes Giennoises

Montant estimatif du projet : 426.000 €HT

Contenu : La Communauté des Communes Giennoises a décidé de procéder à la construction d'une salle de boxe, rue Jean Mermoz à Gien. Le bâtiment sera composé de deux parties attenantes : 1 salle d'évolution d'environ 295 m² et de 4 m sous plafond, destinée à la pratique de la boxe et 1 ensemble de 2.50 m sous plafond, composé de : bureau, salle de réunion, salle de musculation, ouverte sur la salle d'évolution, sanitaires, vestiaires et douches et 1 local pour production ECS et TGBT. Ce projet est identifié comme prioritaire au sein du schéma de cohérence de la Boxe.

Echéancier : 2014

Date d'éligibilité des dépenses : 1^{er} octobre 2014

Projet réalisé en 2016

La salle de boxe a été construite sur un terrain de 1.886 m², sur une surface de plancher de 358m² avec à l'intérieur 2 rings. 118 licenciés en 2016.

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN :

Construction d'une salle de sport à Autry le Châtel

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes Berry Loire Puisaye

Montant estimatif du projet : 1.272.850 €HT

Subvention sollicitée : 254.500 €

Contenu : Projet lancé par la communauté de communes de Châtillon sur Loire avant la fusion des 2 CC.

Cette salle permettra d'accueillir au cours de la journée les enfants des écoles : Cernoy, Autry et Pierrefitte pour l'enseignement sportif.

Etat d'avancement du projet : OS donné en Novembre 2016

Echéancier : Travaux en 2017

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN :

Aménagement d'un terrain multisports

Maître d'ouvrage : Commune d'Ouzouer sur Trézée

Montant estimatif du projet : 39.000 €HT

Subvention sollicitée : 7.800 €

Contenu : La commune souhaite offrir à sa population un équipement sportif de qualité ouvert à tous, en libre accès, afin d'enrichir son offre de loisirs en favorisant les liens sociaux. Cet équipement sera situé en centre bourg et proche des installations sportives (terrains de foot et de boules, salle de sports).

Etat d'avancement du projet : Consultations des entreprises Juin 2017

Echéancier : 2017

Introduction lors du Bilan à mi-parcours de la Mesure 22-2

Descriptif sommaire des projets pressentis en Mesure 22-2 :

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN :

Réhabilitation du centre aquatique « L'île verte » à Briare

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes Berry Loire Puisaye

Montant estimatif du projet : 1.600.000 €HT

Subvention sollicitée : 320.000 €

Contenu : Le centre aquatique, construit en 1992, agrandie en 2001-2002 propose un bassin unique et une zone de bien-être avec jacuzzi, hammam et sauna, et un espace extérieur engazonné. Une étude technique a réalisé un diagnostic des installations afin de recenser les travaux de mise aux normes. Les travaux proposés garantiront une utilisation optimisée de la piscine pour une meilleure gestion des consommations.

Etat d'avancement du projet : Mission de diagnostic réalisée en février 2015

Echéancier : 2018 – 2019

Equipements sportifs et de loisirs

Sens de l'action régionale	Faciliter les pratiques sportives et de loisirs pour tous, afin de développer le lien social, contribuer à la prévention santé, participer à l'éducation
Pré-requis	Association en amont des services de la Région (Direction des Sports), qui prendront l'attache, le cas échéant, du mouvement sportif
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Création, démolition/reconstruction, réhabilitation d'équipements sportifs en fonction des types d'équipements et des besoins par territoire mis en lumière dans le schéma régional des équipements sportifs en cours et le cas échéant dans les schémas des ligues. 2. Equipements de loisirs actifs : patinoires, aires de loisirs, city-stades, skate-park, activités de nature...
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : L'ensemble des dépenses liées à la création ou à la réhabilitation de l'équipement sportif : des acquisitions foncières à la livraison de l'équipement.</p> <p>Taux de subvention : 20% Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) <p>Dans le cadre d'un équipement sportif utilisé par les collégiens, la dépense subventionnable est forfaitairement divisée par deux</p> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas et dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond de 30 000 € est porté à 100 000 € dans le cas d'un projet privé au rayonnement avéré</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - La Région se positionnera sur les opérations envisagées au regard du maillage existant et des besoins identifiés, notamment dans le cadre du diagnostic régional de la pratique sportive et des différents schémas sportifs locaux ou régionaux. - La mixité d'usages de l'équipement sera recherchée : pratiques en club, pratiques scolaires, accès libre <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B; à défaut gain de 100 KWh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux. ✓ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

INTRODUIT AU BILAN

Equipements nautiques

Sens de l'action régionale	<p>Proposer un maillage du territoire régional en équipements nautiques ouverts toute l'année, accessibles en moins de 20 min, et en bon état afin de répondre aux besoins des habitants en matière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'apprentissage de la natation - de santé / bien-être (bébés nageurs, gymnastique aquatique, rééducation...) - de sport loisirs
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Association en amont des services de la Région (Direction des Sports), qui prendront l'attache, le cas échéant, du mouvement sportif
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre du Plan piscine régional relatif à la complétude du maillage en équipements nautiques : <ul style="list-style-type: none"> - ouverts toute l'année (couverts, découvrables, bassins nordiques ...) - et dans des secteurs carencés en termes d'équipement nautique couvert (absence d'équipement ou niveau de vétusté compromettant le maintien d'un équipement) • Autres équipements nautiques (vocation tourisme, loisirs, équipement de plein-air)
Financement régional	<p>Maitres d'ouvrage : EPCI, communes</p> <p>Dépenses éligibles : L'ensemble des dépenses liées à la création ou à la réhabilitation de l'équipement sportif : des acquisitions foncières à la livraison de l'équipement.</p> <p>Les SPA et les équipements ludiques sont exclus de la dépense éligible.</p> <p>Taux de subvention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 30% pour les équipements relevant du Plan piscine régional - 20% pour les autres équipements nautiques <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p>Conditionnalité énergétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En construction neuve, l'équipement doit être classé en Etiquette B (<2800 kWep/m² bassin/an) - En réhabilitation, les travaux doivent permettre d'atteindre, après travaux, l'étiquette énergétique C (<4 000 kWep/m² bassin/an) <p>Conditionnalité sociale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une tarification sociale - Equipements permettant une mixité d'usage : scolaires, clubs, pratiques libres - Conventonnement avec le lycée le cas échéant pour la mise à disposition le cas échéant de créneaux horaires à l'usage des lycéens <p>Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées</p> <p>Modalité spécifique pour la piscine de Briare : les heures travaillées en insertion devront compenser les heures non effectuées sur le gymnase d'Autry-le-Châtel</p>



**Indicateurs
d'évaluation**

- Nb d'emplois créés
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an

AXE C1 : Aménagement d'espaces publics

Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Favoriser le maintien de l'artisanat et des commerces de proximité en priorité dans les zones rurales et en favoriser la création/transmission reprise

Les espaces publics constituent des lieux fonctionnels qui répondent à des pratiques sociales favorisant le « vivre ensemble ». Lieux de vie, ils sont supports de rencontres, de détente, d'animations ou de découverte du patrimoine. Ce sont également des lieux de rassemblement pour des événements, des manifestations publiques.

Sur le bassin de vie de Gien, on recense aujourd'hui 44 projets d'aménagements d'espaces publics en entrées ou en centre-bourg des communes, financés par la Région Centre à hauteur de 3,8 millions d'euros.

Le Pays souhaite continuer à donner aux entrées et centres bourgs un caractère plus attractif, par un aménagement paysager, par la création de projets liés à l'accueil et par un aménagement de qualité en matière de circulation, de sécurisation et d'urbanisme.

Descriptif sommaire des projets réalisés Mesure 23 :

Aménagement des espaces publics : Place de l'église, Rue des Piliers et rue du Christ

Maître d'ouvrage : Beaulieu-sur-Loire

Montant estimatif du projet : 256.000 €

Contenu : La commune s'efforce de rénover son centre bourg en ayant déjà modernisé et réhabilité divers bâtiments publics et logements sociaux. Le présent projet permettra de redonner aux habitants, aux piétons des espaces de circulation et de rencontre plus confortables et conviviaux. Cette place sert de marché le mardi matin.

Echéancier : 2018

Dossier passé en CPR.

Arrivée de la nouvelle équipe municipale en 2014 et réflexions nouvelles sur le projet.

Commune engagée dans le plan « zéro pesticide » avec l'étude du Syndicat Mixte du Pays du Giennois.

Projet en cours.

Aménagement de la place de l'Eglise

Maître d'ouvrage : Adon

Montant estimatif du projet : 90.270 €

Contenu : Soucieux du bien-être de ses administrés et de la valorisation de son patrimoine, la commune a décidé de réaménager son cœur de village : place de l'église : rééquilibrage des surfaces, redessiner un espace de rencontre et de convivialité.

Echéancier : OS en janvier 2015

Travaux réalisés en 2015.

Commune engagée dans le plan « zéro pesticide » depuis mars 2015.

Espace de stationnement perméable

Aménagement jardin de la Mairie et ouverture du Champs de foire et sur le jardin public

Maître d'ouvrage : Saint Firmin sur Loire

Montant estimatif du projet : 212.600 €

Contenu : Ce projet a été caractérisé par la reprise des jardins de la Mairie ouvert en espace de rencontre et ouvert sur le champ de foire et d'autre part par l'installation de jeux pour les enfants. Les cyclotouristes peuvent s'y arrêter lors de leur passage sur l'itinéraire « Loire à vélo »

Echéancier : 2016-2017

Travaux réalisés en 2016 - 2017.

Commune engagée dans le plan « zéro pesticide » avec l'étude du Syndicat Mixte du Pays du Giennois.

Aménagement d'un jardin public, d'une coulée piétonnière dans le centre bourg <u>Maître d'ouvrage</u> : La Bussière <u>Montant estimatif du projet</u> : 124.500 € <u>Contenu</u> : La commune a relié la mairie, l'épicerie et la salle polyvalente en passant par les écoles jusqu'à la plaine de jeux en créant un sentier paysager et elle a aménagé un terrain en espace de détente (paysagement) et installation de jeux pour enfants. <u>Echéancier</u> : 2017	Travaux réalisés en 2015. Commune engagée dans le plan « zéro pesticide » depuis mars 2015.
--	--

Descriptif sommaire des projets pressentis sur l'enveloppe « Pôle de centralité » :

NOUVEAU PROJET IDENTIFIÉ AU BILAN :

Projet d'aménagement « Pôle de centralité » de Gien

Maître d'ouvrage : Communauté de communes Giennoises

Montant estimatif du projet : 3.724.200 € HT

Contenu : Le projet d'aménagement « Cœur de ville de Gien II » vient parfaire la première phase des travaux réalisés (place du Château, escalier touristique, escalier et rue de l'hôtel Dieu et Place autour de l'ancienne bibliothèque : parking Gonnat). Le dossier concernant l'aménagement des places Leclerc, Jaurès et de Gaulle a été engagé à la CPR de juin 2018. Il reste l'aménagement de la Place Saint-Louis.

Echéancier : 2017-2021

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer au renforcement du « vivre ensemble » en accompagnant l'aménagement de lieux de vie, de détente, de rencontres - Renforcer l'animation sociale et commerciale des cœurs de villes et villages - Valoriser les abords des espaces générant des flux touristiques
Pré-requis	Le maître d'ouvrage devra avoir recours aux services d'un paysagiste concepteur (quel que soit le statut -libéral ou non- et le cadre de son intervention : AMO, maîtrise d'œuvre, conseil amont des travaux,...) et suivre ses préconisations en matière de qualité urbaine et paysagère, de perméabilité des aménagements, de préservation de la biodiversité, de sobriété énergétique conformément au cahier de recommandations régionales.
Contenu	<p>La Région finance les espaces qui s'inscrivent dans l'une des 3 cibles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les espaces publics favorisant le lien social : espaces de rencontres, de détente ou de jeux, les jardins publics des espaces centraux. - Les espaces supports d'une animation commerciale : halles ouvertes, terrasses, voies piétonnières commerçantes, places de marché qui seraient dédiées. - Les espaces aux abords de sites à enjeux touristiques : abords des espaces patrimoniaux qui génèrent des flux touristiques, les espaces publics des villages labellisés plus beaux villages de France, les périmètres des secteurs sauvegardés, espaces publics aux abords de la Loire à vélos (5km), sites Unesco,...
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • Communes • EPCI • Syndicats d'électrification
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Traitement minéral des surfaces, en excluant le recours à des matériaux « pastiches ». • Traitement végétal des surfaces • Equipements (mobilier urbain, stationnements vélo, sanitaires publics intégrés à un projet global...) • Acquisition et démolition en vue de l'aménagement d'un espace public • Enfouissement des réseaux électrique, téléphonique et éclairage public • Honoraires (paysagiste, coordonnateur sécurité,...) • L'espace public pourra inclure : <ul style="list-style-type: none"> ○ des stationnements dans le cas d'un projet global et s'ils représentent une part limitée (moins du tiers de la superficie totale financée) ○ des aménagements liés à des sentiers piétonniers menant à l'espace ou le traversant <p>Taux de subvention : 30 % sauf pour les projets espaces publics concernant le pôle de centralité où le taux sera porté à 40%. Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<p>✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

AXE C3 : Habitat / Logement

Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Adapter et diversifier l'offre de logement pour répondre aux besoins
- Accompagner la réhabilitation énergétique de l'habitat et des équipements
- Susciter de nouvelles formes d'habitat plus compactes et moins consommatrices d'espaces en privilégiant la reconquête du tissu existant
- Favoriser la démarche SCoT

Si les considérations énergétiques doivent être prises en compte de manière transversale dans l'ensemble de nos politiques (urbanisme et habitat, mobilité, développement économique...), l'enjeu lié à la rationalisation des consommations énergétiques dans le bâti apparaît prépondérant.

Une stratégie énergétique spécifique portant sur le parc de logement social sera définie à la faveur d'un dialogue entre les bailleurs sociaux et les communes / communautés de communes.

Descriptif sommaire des projets pressentis en Mesure 25 :

NOUVEAUX PROJETS IDENTIFIES AU BILAN :

Construction de 5 pavillons à Saint-Gondon

Maître d'ouvrage : Logem Loiret

Montant estimatif du projet :

Subvention sollicitée : 13.000 €

Contenu : 4 logements PLUS + 1 logement PLAI

Echéancier : 2018

Construction de 3 pavillons à Poilly lez Gien

Maître d'ouvrage : Logem Loiret

Montant estimatif du projet :

Subvention sollicitée : 9.000 €

Contenu : 2 logements PLUS + 1 logement PLAI

Echéancier : 2018

Descriptif sommaire des projets réalisés en Mesure 27 :

Rénovation thermique de logements "Les Hauts de Gien"

Maître d'ouvrage : Logem Loiret

Montant estimatif du projet : 2 423 925 € HT

Contenu : Une opération de requalification du parc social de Gien est réalisée pour répondre aux besoins des habitants et s'inscrire durablement dans la recomposition urbaine de la Ville. Dans ce projet, la réhabilitation, dont la rénovation énergétique, concerne 64 logements.

Echéancier : 2013-2015

1^{ère} tranche : 64 logements

Date d'éligibilité des dépenses : 12 septembre 2013

Projets réalisés en 2013-2014

Le site des 64 logements :
Passage de l'étiquette E à la C.

Gain énergétique : 175 kWhEP/m²/an

Gain énergétique total :
810 247 kWhEP/an

2^{ème} tranche : 159 logements
Date d'éligibilité des dépenses : 1^{er} octobre 2014
Montant subvention attribué : 334.500 €

Le site des 159
logements : Passage de
l'étiquette D à la C.
Gain énergétique : 107
kWhEP/m²/an
Gain énergétique total :
1.384.780 kWhEP/an

Descriptif sommaire des projets pressentis en Mesure 27 :

Rénovation thermique de 14 logements à Châtillon sur Loire

Maître d'ouvrage : Logem Loiret

Montant estimatif du projet :

Subvention sollicitée : 28.000 €

Contenu : rénovation thermique de 14 logements situés au 18 avenue de la République.

Echéancier : 2020

Rénovation thermique de 5 logements à Briare

Maître d'ouvrage : Vallogis

Montant estimatif du projet :

Subvention sollicitée : 10.000 €

Contenu : rénovation thermique de 5 logements situés au 39 boulevard Buyser.

Echéancier : 2018

Rénovation thermique de 16 logements à Coullons

Maître d'ouvrage : Vallogis

Montant estimatif du projet :

Subvention sollicitée : 32.000 €

Contenu : rénovation thermique de 16 logements situés rue des Châtaigniers et des Noyers

Echéancier : 2018

Rénovation thermique de 10 logements à Bonny sur Loire

Maître d'ouvrage : Vallogis

Montant estimatif du projet :

Subvention sollicitée : 20.000 €


Contenu : rénovation thermique de 10 logements situés « Allées des Charmes, de la Puisaye et des vignerons.

Echéancier : 2018


Acquisition-réhabilitation en vue de la création de logements locatifs publics sociaux

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir la création de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative. - Favoriser l'intervention dans le bâti existant afin de limiter l'étalement urbain - Rendre attractifs des logements potentiellement délaissés, rendus vacants par leur inadaptation à la demande. <p>Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➢ les logements économes en énergie ➢ la mixité sociale ➢ l'emploi dans le bâtiment
Contenu	<p>Acquisitions et réhabilitations de logements locatifs sociaux</p>
Maitres d'ouvrage	<p>Communes, EPCI, organismes HLM</p>
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Logement PLUS : Taux de 20 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation • Logement PLA I : Taux de 30 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Le taux de subvention régionale peut être majoré de 10 points en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (classe énergétique A en rénovation)*, ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles. • Subvention minimum 2 000 €
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées <p>Mixité</p> <ul style="list-style-type: none"> ➢ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLA I dès deux logements produits ➢ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires <p>La Région a toutefois la possibilité de déroger sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p> <p>Performance énergétique</p> <p>Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux à défaut gain de 100 KWh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de logements réhabilités • Nombre de logements en PLUS ou PLA I • Classe énergétique après travaux des logements financés

Construction de logements locatifs publics sociaux

Sens de l'action régionale	<p>Soutenir la production de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative avec une priorité donnée aux opérations s'inscrivant dans le tissu urbain pour limiter les extensions urbaines. Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les logements économes en énergie ➤ la mixité sociale ➤ l'emploi dans le bâtiment
Contenu	Construction de logements locatifs sociaux ou acquisitions en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA)
Maitre d'ouvrage	Organismes HLM
Financement régional 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Logements très sociaux (PLA I) : forfait de 5 000 € ➤ Logements sociaux (PLUS) : forfait de 2 000 € <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • La subvention régionale peut être doublée en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal).
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées <p>Garantir la mixité sociale de programmes en intégrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLAI dès deux logements produits ➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires <p>La Région aura la possibilité d'adapter cette règle sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nombre de logements neufs construits • Nombre de logements en PLUS ou PLA I • Performance énergétique des logements

Rénovation thermique du parc public social

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020) • Réduire les consommations énergétiques et diminuer la quittance de loyers pour le locataire • Renforcer l'attractivité des logements pour éviter leur désaffectation • Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie 	
Contenu	Travaux de rénovation thermique du parc HLM énergivore	
Maitres d'ouvrage	Organismes HLM	
Financement régional 	Montant forfaitaire de base	2 000 € /logement
	Bonifications : Consommation d'énergie inférieure à 80kwh/m ² /an Installation d'un poêle à bois Utilisation d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.	+ 500 € /log +1000€ /log + 1000 € /log
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Les travaux doivent permettre : <ul style="list-style-type: none"> - Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux, à défaut gain de 100 KWh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - à défaut un gain de 100 KWh/m²/an et classe énergétique C après travaux • L'organisme HLM doit justifier d'une baisse d'au moins 10% de la quittance globale dans le cas où le loyer augmente (sont appréciés les évolutions de loyer et de dépenses énergétiques) • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées 	
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nombre de KWh économisés /an • Nombre de GES évités /an • Nombre de logements rénovés • Pourcentage moyen de diminution de la quittance globale 	

AXE C4 : Rénovation urbaine *(Introduit au bilan)*

Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Adapter et diversifier l'offre de logement pour répondre aux besoins
- Poursuivre la rénovation urbaine des quartiers d'habitat sociaux
- Accompagner la réhabilitation énergétique de l'habitat et des équipements
- Susciter de nouvelles formes d'habitat plus compactes et moins consommatrices d'espaces en privilégiant la reconquête du tissu existant

La Ville de Gien comporte 2 quartiers identifiés comme prioritaires au titre de la politique de la Ville : les Montoires et les Champs de la Ville.

Le quartier des Montoires est un quartier d'intérêt régional. Sur ce quartier, la Région est engagé dans le CPER à hauteur de 2 M € d'ici 2024.

Descriptif sommaire des projets pressentis en Mesure 29 :

PROJETS IDENTIFIES AU BILAN (selon la maquette ANRU en cours de validation et jusqu'à la fin du Contrat en cours) :

- Rénovation thermique de 69 logements "rue des Mouettes" à Gien- Logem Loiret
Echéancier : 2019
Subvention régionale : 138 000 €
- Rénovation thermique de 116 logements "rue des Rouges Gorges" à Gien- Logem Loiret
Echéancier : 2021
Subvention régionale : 232 000 €
- Démolition de 94 logements Rue des Mésanges-Logem Loiret
Echéancier : 2017
Subvention régionale : 300 000 €
- Démolition du bâtiment C du Foyer des Travailleurs Migrants-Coallia
Echéancier : non connu
Subvention régionale : 130 000 €

INTRODUIT AU BILAN

Sens de l'action régionale

- Participer à la réduction de la fracture territoriale qui affecte les quartiers urbains cumulant un certain nombre de handicaps en matière de pauvreté, d'accès à l'emploi, à la culture, à la santé ...
- Répondre aux besoins des habitants des quartiers, en articulant le volet urbain des PRU avec le volet humain (accès à l'emploi et à la formation, offre de soins...)
- Inscrire la rénovation urbaine dans une stratégie à l'échelle du bassin de vie (emploi, logement, mobilité, etc.)
- Prendre en compte les principes de l'urbanisme durable dans la recomposition urbaine des quartiers

Pré-requis

- Association en amont du Conseil régional à l'élaboration d'un projet global de recomposition urbaine co-élaboré entre les collectivités, les bailleurs sociaux, les associations, les habitants ... qu'il soit ou non soutenu par l'ANRU
- Association de la Région en amont à la définition de la maquette financière du programme afin de faire valoir les priorités régionales et les modalités d'intervention régionales (cadres de référence quand ils existent)

Contenu

Dans le cadre d'un programme d'aménagement global, que le projet relève du PNRU, du NPNRU, ou d'aucun programme national, la Région finance prioritairement les projets suivants :

- **Les études urbaines**
- **En matière de développement économique :**
 - o Projets immobiliers pour l'accueil d'entreprises (de type couveuses, pépinières), les locaux commerciaux ou de services.
- **En matière d'habitat :**
 - o réhabilitation thermique de logements locatifs sociaux
 - o construction de logements locatifs sociaux, dans une logique de parcours résidentiel et de mixité sociale.

Les projets de résidentialisation et de démolition, moins prioritaires, peuvent être soutenus en fonction du projet global. Concernant les démolitions, sous réserve de la démonstration du besoin (vacance structurelle avérée, obsolescence des logements au regard de la demande, démolition rendue nécessaire dans le cadre du programme d'ensemble de transformation du quartier ...).

- **En matière d'équipements publics :**
 - o La mise en place de structures adaptées pour l'accueil de la petite enfance (pour un accès facilité à l'emploi pour les parents)
 - o Les Maisons de Santé (MSP, centres de santé ...)
 - o Les équipements permettant le développement du lien social et une ouverture du quartier vers la ville (médiathèques, centres culturels, maisons des jeunes, équipements sportifs, centres sociaux...)

Tout projet d'équipement devra démontrer son opportunité au regard du maillage existant.

- **En matière d'aménagements publics :**
 - o Requalification d'espaces propices à la convivialité (places, jardins publics, plaines de jeux...)
 - o Amélioration de la mobilité : transports en commun (aménagements liés à la restructuration de réseaux de bus et à l'amélioration des dessertes) et circulations douces (pistes cyclables, cheminements piétons...).

Par ailleurs, pourront être examinés les projets de restructuration de trames viaires visant la transformation en profondeur du quartier (percements nouveaux, avenues...).

Les programmes de réfection de voirie ne sont pas finançables (hors aménagements permettant les modes de déplacements alternatifs à la voiture (réseaux cyclables,

Maitres d'ouvrage	<i>cheminements piétonniers ...</i>
	Communes, EPCI, bailleurs sociaux
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €.</p> <p>Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</p> <p>Les modalités de financement sont définies dans les cadres de référence quand ils existent (construction de logements, réhabilitation thermique, équipements publics, pistes cyclables, maisons de santé ...).</p> <p>Dans le cas contraire, elles seront définies au cas par cas selon les projets, dans le cadre du dialogue amont visé en pré-requis.</p> <p>I. <u>Concernant les projets relevant du PNRU et pour lesquels des crédits régionaux restent à engager, la Région intervient selon la convention signée en 2007 entre l'Etat, la Région et l'ANRU et en application de la maquette financière telle que validée.</u></p> <p>II. <u>Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)</u></p> <p>Selon les modalités définies à la convention Etat/Région/ANRU signées en 2018.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concernant les quartiers d'intérêt national : selon la maquette élaborée conjointement, et, sauf cas particulier, à concurrence de 25% de l'intervention de l'ANRU - Concernant les quartiers d'intérêt régional : financement à parité avec l'ANRU, conformément au CPER <p>III. <u>Autres quartiers d'habitat social</u></p> <p>La Région se prononcera au cas par cas lors de l'élaboration du programme global, principalement en application de ses cadres de référence.</p>
Modalités	<p>✓ Pour les projets immobiliers : Atteinte de la performance étiquette B, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m²/an, et atteinte de l'étiquette C.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de logements démolis • Nombre de logements créés • Nombre de logements réhabilités et performance thermique • Nombre de logements résidentialisés

AXE C5 : Mobilité

Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Etudier les enjeux de la mobilité sur le territoire
- Améliorer l'accès aux informations sur le transport collectif
- Favoriser les modes collectifs et les modes doux
- Favoriser la démarche SCoT

Le développement durable ne saurait être pensé sans accorder une attention particulière à la nécessité que nous avons de nous déplacer. Leviers contre l'isolement et l'exclusion, garants de l'accès à l'emploi, aux services, aux équipements, à la culture, facteurs de développement économique, nos déplacements génèrent symétriquement des impacts sur l'environnement et des consommations énergétiques qu'il convient de limiter.

Compte tenu du caractère rural du Pays du Giennois – au sein duquel les distances sont importantes et les polarités urbaines globalement peu marquées – mais aussi de son éloignement des pôles urbains régionaux et des grands axes d'échanges, la faculté à se déplacer revêt une dimension particulière sur notre territoire, que ce soit dans une logique :

- d'entrée dans le territoire/ de sortie du territoire, l'objectif étant bien de contribuer à réduire notre isolement ;
- de déplacements « internes » (liaisons transversales Est-Ouest), en particulier vers les pôles urbains et sites d'activités, cet enjeu pouvant être qualifié de majeur compte tenu notamment des phénomènes observés d'échanges croissants à l'échelle du Pays.

La mobilité apparaît comme un enjeu prioritaire au niveau du Pays du Giennois, avec par exemple l'élaboration d'un schéma de mobilité.

Vélo utilitaire

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Structurer une offre de réseaux de déplacement de proximité à vélo pour constituer une alternative à l'utilisation de la voiture, notamment dans les pôles de centralité - Favoriser le développement d'un usage régulier du vélo dans les déplacements quotidiens en accompagnant l'offre de services - Réduire l'utilisation de la voiture pour les déplacements utilitaires et augmenter la part modale du vélo parmi les différents modes de déplacements
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête déplacement, étude d'opportunité et de faisabilité, - Acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre et aménagements cyclables en site propre et en site partagé sur voirie - Mobilier, signalétique spécifique, aménagement et équipements pour stationnement sécurisé, - Acquisition de vélos, - Développement de services (vélo stations, maison du vélo, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable etc.) - Supports de communication et de promotion
Maitres d'ouvrage	Communes, EPCI
Financement régional	40% Subvention minimum 2 000 €
Modalités	<p>⇒ Présentation d'un projet cartographié d'aménagement cyclable global, à l'échelle communale ou intercommunale, localisant les pôles générateurs de flux, précisant l'existant et les principes d'aménagement retenus (contre-sens, bande ou piste cyclable, zone 30 ...) dans une logique d'intermodalité (connexion à la gare, à la desserte Rémi ...)</p> <p>⇒ Accord du gestionnaire de voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage</p> <p>⇒ Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication</p> <p>⇒ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT. doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Linéaire à vocation utilitaire aménagé

PRIORITÉ TRANSVERSALE ACCOMPAGNER LA TRANSITION ECOLOGIQUE DES TERRITOIRES

Deux des défis les plus difficiles auxquels l'humanité doit s'attaquer en ce début de XXI^{ème} siècle sont le changement climatique et le pic pétrolier. Cet état de fait repose sur de nombreuses études et est de plus en plus médiatisé. Néanmoins le problème du pic pétrolier demeure sous-évalué par la majorité de la population. Annonçant l'ère du déclin des ressources en énergie fossile, le pic pétrolier est un défi pour la stabilité économique et sociale. Il est essentiel de le relever si nous voulons atténuer les menaces que le changement climatique fait peser sur nous.

Les Initiatives de Transition en cours actuellement, à l'échelle d'un territoire, d'une commune, d'un quartier... représentent une voie très prometteuse d'engagement des populations dans les actions ambitieuses que requière la réduction des effets du pic pétrolier et du changement climatique.

En outre, ces efforts de relocalisation sont conçus pour développer un cadre de vie plus épanouissant, aux liens sociaux plus forts et plus équitables.

Le Modèle de Transition est un ensemble de principes et de pratiques formées à partir des expérimentations et des observations des communes lorsqu'elles ont commencé à travailler sur la résilience locale et la réduction des émissions de CO2.

La Région soutient les initiatives locales notamment citoyennes permettant d'expérimenter la mise en place de processus de transition économique, écologique et démocratique.

Il s'agit d'une priorité transversale qui concerne toutes les thématiques, en particulier les questions d'efficacité énergétique, de biodiversité, de préservation des terres agricoles, d'alimentation, de mobilisation citoyenne,... Réussir la transition passe par une compréhension des enjeux et des solutions, par un engagement fort des acteurs tant publics que privés.

Au sein du Contrat Régional de Solidarité Territoriale, les expérimentations peuvent être soutenues, par activation :

- de la fiche 30-6 « soutenir les territoires en transition », notamment en ingénierie
- des fiches relatives au Plan Climat Energie Régional, de la biodiversité, de la mobilité durable, aux démarches alimentaires de proximité ...
- du dispositif de soutien aux initiatives de développement : A VOS ID.



INTRODUIT AU BILAN

Soutenir les expérimentations de « territoires en transition »

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none">• Réduire la consommation d'énergie d'origine fossile et les émissions de CO2 ;• Favoriser la relocalisation de l'économie (alimentation, énergies renouvelables, ...) ;• Renforcer les liens, les solidarités et la coopération entre l'ensemble des acteurs du territoire, dans une démarche de démocratie permanente.• Favoriser l'émergence d'initiatives visant à augmenter la capacité d'adaptation des territoires face aux différentes crises et à mobiliser collectivement, acteurs et citoyens pour répondre aux défis économique, social et écologique.
Prérequis	<ul style="list-style-type: none">• Adhérer au mouvement des Villes et Territoires en Transition.• Participer aux travaux du réseau régional « Oxygène - le lab des initiatives » pour contribuer à la capitalisation des expériences et des pratiques inspirantes.
Contenu	<p>Actions locales menées dans une approche globale, transversale et ascendante, visant à mettre en cohérence l'ensemble des stratégies d'un territoire liées à la transition écologique et associant les acteurs autour d'une démarche de co-construction :</p> <ul style="list-style-type: none">• Ingénierie internalisée ou externalisée liée à l'élaboration ou à l'animation de stratégies territoriales de transition• Accompagner la mise en œuvre de ces stratégies.
Maître d'ouvrage	Commune, EPCI, PETR, Syndicat de Pays, Syndicat mixte de PNR ou Syndicat mixte portant le SCOT, Etablissement Public, association.
Financement régional	<ul style="list-style-type: none">• 80 % pour les études stratégiques.• 50 % pour l'animation.• Mise en œuvre d'un plan d'action découlant de la stratégie : financement au cas par cas en fonction de la nature des opérations
Modalités	<ul style="list-style-type: none">- S'agissant des prestations externalisées à caractère stratégique, la Région est associée à la rédaction des cahiers des charges et au choix des prestataires.- S'agissant des prestations internalisées confiées à un chargé de mission thématique, le financement ne peut concerner un poste permanent au sein d'un EPCI. Il est limité à une période de 3 ans non renouvelable.
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Le territoire définit dans le cadre de l'élaboration de sa stratégie, les indicateurs d'évaluation (en termes d'empreinte écologique, d'inclusion sociale, d'alimentation...) qu'il s'engage à renseigner.

Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Finaliser la Trame Verte et Bleue et l'élaboration du programme d'actions afférent
- Favoriser la démarche SCoT
- Renforcer la gestion durable de la ressource en eau
- Soutenir la réalisation d'une étude « Vals du Giennois » accompagnée d'actions de sensibilisation et de travaux d'aménagement prioritaires

La richesse patrimoniale et naturelle du Pays du Giennois découle de sa position de « carrefour naturel » entre plusieurs régions naturelles et géographiques, donnant lieu à un foisonnement de milieux, paysages et habitats favorables à la biodiversité

Il est à noter que quatre « zones nodales d'intérêt supra-régional » ont été repérées au sein du Pays du Giennois, dans le cadre de cartographie du réseau écologique réalisé par la région Centre.

Si notre territoire recèle des patrimoines et une biodiversité remarquables, ceux-ci apparaissent aujourd'hui fragilisés par l'artificialisation des milieux, l'urbanisation extensive, la fragmentation des habitats, etc. ...

Le Pays du Giennois, appuyé par son Agenda 21, a décidé de s'investir pour :

- Renforcer la gestion durable de la ressource en eau selon une logique privilégiée de bassin versant,
- Promouvoir et accompagner une gestion durable des espaces ligériens et autres sites d'intérêt écologique,
- Favoriser l'appropriation des espaces ligériens et de la biodiversité.

Descriptif sommaire du projet réalisé en Mesure 31 :**Etude « Trame Verte et Bleue » du Pays du Giennois**

Maître d'ouvrage : Syndicat Mixte du Pays du Giennois

Montant estimatif du projet : 45.825 €

Contenu : La commune s'engage dans cette démarche conjointement avec la commune d'Adon qui vise à s'engager dans une démarche « 0 pesticide » et à acquérir dans un second temps une désherbeuse thermique. Cette démarche permet d'être en conformité avec le Grenelle II. L'accompagnement se fera sur 2 ans avec des audits, des animations, des expositions, des plaquettes, des formations, ...

Echéancier : 2014-2015

Réalisée 2015-2016

Subvention de fonctionnement de 36.600 €

Etude en 2 phases :

1^{ère} : cartographie au 1/25.000^e du réseau écologique

2^{nde} : Programme d'actions avec 11 fiches action.

Descriptif sommaire des projets réalisés en Mesure 32 :

<p>Appui technique et Animation de la démarche « 0 pesticide »</p> <p><u>Maître d'ouvrage</u> : Commune de La Bussière</p> <p><u>Montant estimatif du projet</u> : 7.000 €</p> <p><u>Contenu</u> : La commune s'engage dans cette démarche conjointement avec la commune d'Adon qui vise à s'engager dans une démarche « 0 pesticide ». Cette démarche permet d'être en conformité avec le Grenelle II. L'accompagnement se fera sur 2 ans avec des audits, des animations, des expositions, des plaquettes, des formations, ...</p> <p><u>Echéancier</u> : 2014-2015</p> <p>Date d'éligibilité des dépenses : 1^{er} août 2014.</p>	<p>Réalisée Fin 2014 – 2015</p> <p>Signature de la Charte d'engagement le 16 Novembre 2014.</p> <p>1^{ère} dans l'Est du Loiret et 26^{ème} dans le département 45 (avec Adon)</p>
<p>Acquisition de matériel dans le cadre de la démarche « 0 pesticide »</p> <p><u>Maître d'ouvrage</u> : Commune de La Bussière</p> <p><u>Montant estimatif du projet</u> : 7.000 €</p> <p><u>Contenu</u> : La commune s'est engagée dans la démarche « 0 pesticide » et a décidé l'acquisition de matériels permettant la limitation des produits phytosanitaires et la gestion des surfaces enherbées. La commune souhaite acquérir : désherbeuse à vapeur, bineuse-sarcluse et une débroussailleuse.</p> <p><u>Echéancier</u> : 2014-2015</p> <p>Date d'éligibilité des dépenses : 1^{er} août 2014.</p>	<p>Réalisé partiellement</p> <p>Achat de la bineuse sarcluse</p>
<p>Etude et frais de communication démarche « 0 pesticide »</p> <p><u>Maître d'ouvrage</u> : Commune de Adon</p> <p><u>Montant estimatif du projet</u> : 2.500 €</p> <p><u>Contenu</u> : La commune s'engage dans cette démarche conjointement avec la commune de La Bussière qui vise à s'engager dans une démarche « 0 pesticide » et à acquérir dans un second temps une désherbeuse thermique. Cette démarche permet d'être en conformité avec le Grenelle II. L'accompagnement se fera sur 2 ans avec des audits, des animations, des expositions, des plaquettes, des formations, ...</p> <p><u>Echéancier</u> : 2014-2015</p> <p>Date d'éligibilité des dépenses : 1^{er} août 2014.</p>	<p>Réalisée</p> <p>Signature de la Charte d'engagement le 16 Novembre 2014.</p> <p>1^{ère} dans l'Est du Loiret et 26^{ème} dans le département 45 (avec La Bussière)</p>

Descriptif sommaire du projet pressenti en Mesure 32 :

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN :

Mise en place d'une démarche collective d'accompagnement des communes dans la mise en œuvre de plans d'entretien objectif « zéro pesticide »

Maître d'ouvrage : Syndicat Mixte du Pays du Giennois

Montant estimatif du projet : 156.000 € TTC

Subvention sollicitée : 29.600 €

Contenu : L'étude vise à déterminer, pour les 20 communes engagées dans la démarche, des plans d'entretien communaux pour réduire l'usage des pesticides sur l'espace public. Il s'agit aussi de sensibiliser le personnel communal et la population à cette nouvelle pratique. Partie 1 Plan de Gestion, Partie 2 : Plan de communication.

Etat d'avancement du projet : OS Mai 2017

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN :

Acquisition de matériel dans le cadre de la gestion alternative des espaces publics

Maître d'ouvrage : Communauté de communes Giennaises

Montant estimatif du projet : 5.900 € HT

Contenu : Achat de plusieurs matériels : 3 débroussailleuses et un désherbeur à chaleur pulsé

Etat d'avancement du projet : Dossier envoyé à la Région

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN :

Acquisition de matériel dans le cadre de la gestion alternative des espaces publics

Maître d'ouvrage : Commune de Saint-Brisson-sur-Loire

Montant estimatif du projet : 5 700 € HT

Contenu : Achat de plusieurs matériels : Houe et lames, chariot et lance ripagreen, débroussailleuse et sa tête Tap-Tap, lamier, bineuse-sarcluse, tête de city cut.

Etat d'avancement du projet : Dossier envoyé à la Région

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN :

Acquisition de matériel dans le cadre de la gestion alternative des espaces publics

Maître d'ouvrage : Commune de Saint-Martin sur Ocre

Montant estimatif du projet : 11 300 € HT

Contenu : Achat de plusieurs matériels : désherbeur thermique, débroussailleuses

Etat d'avancement du projet : Dossier envoyé à la Région

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN :

Acquisition de matériel dans le cadre de la gestion alternative des espaces publics

Maître d'ouvrage : Commune de Beaulieu-sur-Loire

Montant estimatif du projet : 27.000 € HT

Contenu : Acquisition d'une faucheuse débroussailleuse

Etat d'avancement du projet : Dossier envoyé à la Région

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN :

Acquisition de matériel dans le cadre de la gestion alternative des espaces publics

Maître d'ouvrage : Commune de Bonny-sur-Loire

Montant estimatif du projet : 5.100 € HT

Contenu : Acquisition de plusieurs matériels : désherbeur par air chaud pulsé, débroussailleuses et réciprocatteur, et grattoir à roue

Etat d'avancement du projet : Dossier envoyé à la Région

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN :

Acquisition de matériel dans le cadre de la gestion alternative des espaces publics

Maître d'ouvrage : Commune de Châtillon-sur-Loire

Montant estimatif du projet : 7.830 € HT

Contenu : Acquisition de deux désherbeurs thermiques

Etat d'avancement du projet : Dossier envoyé à la Région

Trame verte et bleue : études et aménagements

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la circulation des espèces par la structuration d'un réseau de corridors écologiques sur les territoires en cohérence avec le SRCE et les trames vertes et bleues locales Maintenir et développer la biodiversité régionale Favoriser l'appropriation des enjeux de biodiversité
Contenu	<p>Opérations permettant notamment la mise en œuvre de la stratégie et du programme d'actions de la TVB du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Ingénierie permettant :</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>l'élaboration d'études stratégiques</i> <i>l'animation d'un programme d'actions en faveur de la biodiversité ou nécessaire à l'émergence ou à l'accompagnement de projets</i> <i>l'amélioration de la connaissance (exemple : IBC)</i> <i>les études destinées à approfondir formuler des préconisations (ex : diagnostic biodiversité agricole)</i> <i>Aménagements permettant :</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>la création, la restauration ou la préservation de corridors écologiques (haies, boisements, arbres isolés, mares, bandes enherbées, plantations agroforestières...)</i> <i>l'accueil d'espèces animales ou végétales : espèces sauvages ou agricoles dont l'accueil favorise la biodiversité du site (nichoirs, équipements pastoraux pour l'entretien des milieux naturels par le pâturage)</i> <i>la sensibilisation des publics via des projets pédagogiques de découverte des milieux, ou via l'aménagement de lieux dédiés (type maison de la nature)</i>
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, syndicats mixtes, associations, SEM, structure agricole collective, exploitants agricoles, chambre d'agriculture (...)
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Etudes : 80%</p> <p>Animation, communication : 50%</p> <p>Aménagements :</p> <ul style="list-style-type: none"> Exploitants agricoles : 40% (subvention maximum 30 000 € - 2 000 € pour les diagnostics biodiversité dans les exploitations agricoles) Structures agricoles collectives : 50% (subvention maximum de 100 000 €) Communes, EPCI, associations : 80% maximum <p>La subvention maximum est de 30 000 € pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée individuelle et de 100 000 € pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée collective.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> Les diagnostics biodiversité d'exploitations agricoles et les IBC peuvent être financés s'ils sont externalisés ou réalisés en régie par une association ou une chambre consulaire maître d'ouvrage Si les actions proposées s'inscrivent dans le périmètre d'un site Natura 2000, celles-ci doivent être conformes aux préconisations du DOCOB. Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication du Conseil régional Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'emplois créés Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées Nombre de KWh économisés /an Nombre de GES évités /an Surface (en km²) et linéaire (en km) de corridors écologiques maintenus Surface (en km²) et linéaire (en km) de corridors écologiques créés

Trame verte et Bleue : Gestion alternative des espaces publics

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire l'impact des pratiques des collectivités sur la biodiversité • Améliorer les pratiques de gestion favorables à la biodiversité (exemplarité) • Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces publics
Contenu	<p>Acquisition de matériels prioritairement ceux définis dans le cadre du plan de gestion permettant de répondre aux enjeux suivants (liste indicative):</p> <p><u>Economie d'eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrosage économe : gestion informatisée, - Matériel de récupération des eaux de pluie pour l'arrosage des espaces verts <p><u>Limitation des phytosanitaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Techniques alternatives au désherbage chimique (mécanique, thermique) <p><u>Gestion extensive des surfaces enherbées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - débroussailleuse - animaux (ovin, bovin, caprin)... <p><u>Taille douce de haies</u></p> <p>Lamier, tête de coupe à couteaux (entretien annuel), fourche à griffes...</p> <p><u>Gestion et recyclage des déchets verts</u></p> <p>Broyeurs, aménagement de plateforme de compostage</p> <p>Frais d'études :</p> <p>Plan de désherbage communal, plan de gestion différenciée des espaces verts, Objectif Zéro Pesticide</p> <p>Frais de communication auprès de la population portant sur la gestion alternative des espaces publics</p>
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, syndicats mixtes et intercommunaux, associations
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Taux d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Matériels, acquisition d'animaux : 60% - Etude, frais de communication auprès de la population : 80%
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Volume de pesticides économisé • Volume d'eau économisé • Economies financières générées • Impact sur l'emploi ou sur l'organisation des services

Trame verte et bleue : Matériels agricoles permettant des pratiques favorables à la biodiversité et à l'eau

Régime d'aide	<p>L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le régime d'exemption « Aides à la protection de l'environnement » <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> - le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire l'impact des pratiques agricoles sur la biodiversité et l'eau - Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces agricoles
Contenu	<p>Acquisition de matériels permettant de répondre aux enjeux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Pratiques alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires</u> : matériel de lutte mécanique contre les adventices (bineuses, désherbineuses, herse étrilles, houes rotatives), matériel de lutte thermique (bineuses à gaz, matériels spécifiques pour l'implantation de couverts herbacés « entre rangs »), animaux de trait. - <u>Techniques douces d'entretien des haies et d'éléments arborés</u> : Lamiers; têtes de coupe à couteaux - Protection de la faune : effaroucheurs - <u>Economie d'eau</u> Installation de récupération et stockage des eaux de pluie de toitures pour des usages exclusivement agricoles (abreuvement des animaux, arrosage sous serre...)
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles individuels ou structures collectives
Financement régional	<p>25% : exploitants agricoles individuels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bonification de 10 points pour : <ul style="list-style-type: none"> - nouveaux installés (depuis moins de 5 ans), - ou exploitants en agriculture biologique, - ou structures collectives, <p>... dans la limite de 40%</p> <p>80% : associations</p> <p>La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum. pour les exploitants agricoles individuels et de 100 000 € maximum pour les structures collectives.</p>

Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Accompagner la réhabilitation énergétique de l'habitat et des équipements
- Structurer la filière Bois sur le Pays du Giennois
- Soutenir le développement des énergies renouvelables et la réduction des Gaz à effet de Serre

Notre territoire pâtit aujourd'hui de ne valoriser qu'insuffisamment son socle agro-naturel, dans une optique énergétique en particulier, ce qui nous détourne de certaines opportunités économiques et de diversification agricole.

Le recours à des énergies renouvelables et locales permettra de surcroît, à l'avenir, de renforcer notre autonomie en la matière, de limiter notre empreinte écologique, sans compter la « facture énergétique » qui à terme, pourrait être réduite.

L'agenda 21 du Pays Giennois a défini des enjeux liés à la réduction de la facture énergétique des ménages bien sûr, en luttant contre des formes de précarité énergétique et l'habitat indigne, mais aussi des collectivités. Il s'agit d'améliorer la performance énergétique du bâti public existant et des équipements publics, en gardant à l'esprit les objectifs réglementaires existants et l'exemplarité à promouvoir par ce biais.

Dans cette logique d'économie d'énergie, le développement de la filière bois-énergie, de la méthanisation ou encore l'isolation des bâtiments publics font partie des objectifs portés par le Pays.

Forfaits PCI

Une enveloppe de 10.000€ est réservée au Conseil Régional pour le financement d'un marché d'études thermiques visant à accompagner les communes de moins de 1.000 habitants dans le choix techniques de travaux d'isolation.

Descriptif sommaire du projet réalisé en Mesure 35 :

Travaux d'isolation sur la Maison des associations de la commune	Réalisée en janvier 2017
<u>Maître d'ouvrage</u> : Commune de La Bussière	Un Diagnostic EC Bâtiment + 1 accompagnement sur le choix des devis
<u>Montant estimatif du projet</u> : 20.000 €	Nombre de KWh économisé par an : 97
<u>Contenu</u> : La commune a fait réaliser un audit EC Bâtiment en février 2016, sur son bâtiment communal : maison des associations. L'étiquette énergétique était de classe « E ». les travaux ont portés sur l'isolation thermique de la toiture, et des murs, le changement des fenêtres et des portes, des volets et de la mise en place d'une ventilation.	Nombre de GES évités par an : 6
<u>Echéancier</u> : 2017	

Descriptif sommaire des projets pressentis en Mesure 35-3 :

Rénovation de l'éclairage public sur les communes suivantes :

Commune de Beaulieu sur Loire	Commune de Bonny sur Loire
Commune de La Bussière	Commune de Gien
Commune de Poilly lez Gien	Commune de Coullons
Commune de Pierrefitte es Bois	Commune d'Autry le Châtel
Commune de Châtillon sur Loire	

Descriptif sommaire des projets pressentis en Mesure 35-6 :

Installation de bornes de recharge et achat de véhicules électriques

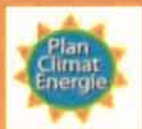
Commune de Briare

Communauté de communes Berry Loire Puisaye

Plan isolation régional des bâtiments publics et associatifs

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments et leur consommation énergétique (objectif PCER) • Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement des collectivités et des associations • Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie
Prérequis	<p>Le maître d'ouvrage doit faire réaliser une étude thermique (selon le cahier des charges régional) du bâtiment intégrant une attestation de classe énergétique avant travaux et une attestation de classe prévisionnelle après travaux précisant que le bouquet de travaux retenu par le maître d'ouvrage <u>et effectivement mis en œuvre</u> correspond à la classe énergétique visée</p> <p><i>Les collectivités regroupées (EPCI, groupements d'EPCI, syndicat mixte ...) sont encouragées à porter un marché à bons de commande selon le cahier des charges régional afin de faciliter la réalisation de ces prestations, éligibles au financement régional.</i></p> <p><i>Le service d'un Conseil en Energie Partagé permettra d'optimiser le suivi de cette prestation.</i></p>
Contenu	<p>CHAMPS D'APPLICATION</p> <p>Tout le patrimoine des collectivités et des associations : école, restaurant scolaire, bâtiments administratifs de la mairie, ateliers municipaux, salle des fêtes, salle associative, équipements sportifs, logement locatif...</p> <p>DEPENSES ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude thermique selon cahier des charges régional - Dépenses d'isolation et de ventilation - Travaux induits par l'isolation et la ventilation (qui n'auraient pas été nécessaires si les travaux n'avaient pas été réalisés), hormis les éléments de « remise en état / finitions » (peintures, carrelage...). <p>Concernant les ouvrants (fenêtres, portes, volets...) : PVC exclu.</p>
Maîtres d'ouvrage	EPCI, Communes, Associations
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>50% des dépenses éligibles</p> <p>Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</p> <p>Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :</p> <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Les bâtiments doivent faire l'objet d'une utilisation significative (minimum 50 jours/an) • Les travaux doivent permettre l'atteinte de la classe énergétique B, ou à défaut, progression minimale de 100 KWh/m²/an conjuguée à l'atteinte de l'étiquette C après travaux

	<ul style="list-style-type: none"> • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées • L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de piscine est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette C (<4000 kWhep/m²bassin/an) et pour les projets de construction de piscine à l'atteinte de l'étiquette B (< 2800 kWhep/m²bassin/an) • La ventilation étant indissociable d'un projet d'isolation, la Région ne financera les travaux que s'il est prévu une ventilation adaptée des locaux <p>- Systèmes de type CTA (Centrale de Traitement de l'Air) : dans le cas de ces systèmes qui assurent le chauffage et la ventilation, si la part liée à la ventilation ne peut être définie, on considèrera que celle-ci représente 50% du coût total de l'équipement. La subvention portera alors sur cette partie.</p> <p>- Production d'eau chaude thermodynamique couplée à la ventilation : dans le cas de ces systèmes qui assurent la production d'eau chaude et la ventilation, la part liée à la ventilation sera découplée de la part liée à la production d'eau chaude sanitaire (ballon). La subvention portera alors sur la partie liée à la ventilation.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

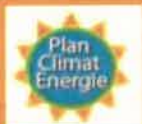


Eclairage Public

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none">- Objectif de réduction de la consommation en énergie et d'émission de gaz à effet de serre (- 40 % en 2020) sur le territoire régional exprimé dans le Plan Climat Energie Régional- Suppression et remplacement de matériels énergivores (lampes à vapeur de mercure) et de luminaires de type « boule »- Contribution à la préservation de la trame noire
Prérequis	Réalisation d'un audit «Eclairage Public» comprenant une description des installations et des préconisations d'économies d'énergies. (changement de lampe, réducteur de tension/intensité,...) et précisant les préconisations concernant la trame noire
Contenu	<p>Equipements éligibles au Certificat d'Economie d'Energie en vigueur, dans le cadre d'un projet de rénovation globale du réseau d'éclairage (Extension de réseaux exclue)</p> <p><i>Il s'agit de supprimer et remplacer les matériels énergivores, par exemple :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- luminaires (dont crosses et mats)- horloges astronomiques- rénovation d'armoire d'éclairage rendue nécessaire par la technologie employée- système de variation de la puissance- ...
Maître d'ouvrage	Commune, EPCI syndicats d'électricité ou d'énergie.
Financement régional	<p>Taux de subvention : 30 %</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Bonification de 10 % lorsque le maître d'ouvrage s'engage à une extinction nocturne entre 23 heures et 5 heures du matin.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none">- Le projet devra permettre de réduire à minima par 2 les consommations d'énergie par rapport à la situation initiale- Le remplacement d'un point lumineux par une solution de même puissance n'est pas éligible- Attestation de justification du respect des préconisations du diagnostic- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées• Nb de KWh économisés / an• Nb de GES évités / an• Nombre de points lumineux traités

Valorisation des déchets verts

objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Limiter l'enfouissement - Limiter l'émission de gaz à effet de serre - Favoriser le retour au sol de la matière organique par la création de compost - Améliorer le tri sélectif - Maîtriser le coût de la gestion des déchets
Contexte	<p>Le SYCTOM (Syndicat Mixte Central de Traitement des déchets des régions de Gien et Châteauneuf-sur-Loire) délègue la transformation de déchets verts en compost mis à disposition gracieusement des collectivités via une plate-forme située à 30 km de Gien. De fait, les coûts de transport des déchets verts représentent 50% du coût de traitement estimé à 65 € la tonne, compte-tenu de la distance.</p> <p>Le SYCTOM souhaite donc développer la valorisation des déchets organiques en développant notamment des micro-plateformes réparties sur le Giennois, et en incitant les particuliers à produire/utiliser du compost.</p>
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1) Acquisition de composteurs individuels (via des bons d'achat en partenariat avec des entreprises locales) pour les habitants et communication auprès des habitants 2) Etude de recensement des besoins, d'état des lieux, d'opportunité et de faisabilité de micro-plateformes mutualisées de traitement et de valorisation des déchets verts 3) Investissements relatifs à la mise en place des micro-plateformes de valorisation des déchets verts : dalle/plateforme de stockage, matériels pour couper, déchiqueter, broyer, sécher..., matériels de manutention, communication auprès des collectivités, agriculteurs, particuliers...
Maîtres d'ouvrage	<ol style="list-style-type: none"> 1) SYCTOM, Communautés de communes ou Syndicat de Pays 2) SYCTOM ou Syndicat de Pays 3) SYCTOM, Communautés de communes, communes ou CUMA pour des matériels de manutention nécessaires à la livraison
Financement régional	40% de la dépense éligible
Modalités	<ol style="list-style-type: none"> 1) Définition d'un montant de « bon d'achat » correspondant à un prix standard du matériel (de nombreuses collectivités assurant la gratuité des composteurs), pour préserver le caractère incitatif de l'aide et indication claire de l'aide régionale sur le bon d'achat 2) Association de l'ADEME et de la Région à la rédaction du cahier des charges de l'étude et à son déroulement, et production d'une note de synthèse de 4 pages maximum 3) Dans le respect des conclusions de l'étude de faisabilité, et association de la Région aux supports de communication
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nb de KWh économisés /an Nb de composteurs individuels achetés • Evolution du volume de déchets verts valorisés par le SYCTOM • Nb de GES évités /an



INTRODUIT AU BILAN

Agir en faveur de la mobilité durable « Véhicules électriques »

Objectifs	<ul style="list-style-type: none">• Développer une flotte de véhicules propres pour diminuer les émissions de GES issu du secteur des transports• Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement des collectivités• Améliorer la qualité de l'aire en diminuant les émissions à l'échappement
Contenu	<ul style="list-style-type: none">- Acquisition de véhicules afin de réduire les émissions : voiture électrique, vélo électrique,...- Travaux d'installation et acquisition des points de recharge pour les véhicules électriques. <p>Frais de communication auprès de la population et des agents des collectivités territoriales :</p> <ul style="list-style-type: none">- Diffusion de l'information sur les offres de transport existantes- Sensibilisation des agents à la mobilité alternative- Informer les solutions de covoiturage
Maîtres d'ouvrage	Communautés de communes, Communes, Communautés d'agglomération, Syndicat mixte
Financement régional	50% des dépenses éligibles sur l'investissement 80 % des dépenses liées à la communication
Modalités	Sous réserve que l'énergie utilisée provienne des énergies renouvelables
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Nb de GES évités /an• Nb de véhicules financés• Nb de bornes installées• Economies de carburant réalisées /an

Filière Bois énergie (de la production, à la distribution)

Régime d'aide	<p>L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015.</p> <p>L'aide aux entreprises s'inscrit dans le cadre de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME • ou régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale • ou à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Structurer les filières bois énergie locales émergentes • Favoriser une gestion durable et concertée de la ressource forestière et bocagère • Stimuler l'émergence de la demande « bois » • Renouveler la ressource bois
Contenu	<p>PRODUCTION : Pour mémoire, biodiversité pour le financement de plantations</p> <p>TRANSFORMATION : matériels permettant de couper, déchiqueter, transformer la matière première pour la production de bois bûche ou bois déchiqueté : lamiers, déchiqueteuses, broyeur, cribleurs (calibrage), machine à fabriquer des granulés ...</p> <p>STOCKAGE – CONDITIONNEMENT : Dalles/plateformes, aires de stockage couvertes, matériels de manutention, ponts bascule; outils spécifiques ou matériels nécessaires pour le séchage ..., matériels spécifiques pour le conditionnement des plaquettes ou des granulés.</p> <p>DISTRIBUTION : Caissons souffleurs pour le transport et la livraison des produits</p>
Maîtres d'ouvrage	Collectivités, structures collectives agricoles ou forestières (SCIC, CUMA...), exploitants agricoles, entreprises, associations
Financement régional	<p>Collectivités, associations : 40% (30 000 € de subvention maximum si l'association est adossé à une unité économique)</p> <p>Exploitants agricoles : 40% - 30 000 € de subvention maximum</p> <p>Entreprises : 35%</p> <p>Structures collectives agricoles ou forestières (SCIC, CUMA...) : 40% - 100 000 € de subvention maximum</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<p>Les dispositifs sectoriels seront mobilisés en priorité quand ils existent.</p> <p>Tout demandeur devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - adhérer aux chartes de qualité concernées : Charte bois bûche, Charte bois déchiqueté, Charte qualité bois énergie ... ; - préciser l'impact environnemental et économique sur le territoire ainsi que les acteurs mobilisés autour de la démarche (structuration de la filière attendue) - transformer, stocker, conditionner, distribuer (selon les cas) uniquement du bois : <ul style="list-style-type: none"> ➢ issus de massifs forestiers ou de bocage de proximité (région Centre-Val de Loire et départements voisins) ➢ et soumis à plan de gestion-Bois certifiés FSC et PEFC (80% à minima du volume traité)
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Géothermie sur sondes verticales

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> objectif du SRCAE : diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments en 2020 et porter la part des énergies renouvelables dans la production d'énergie finale régionale à 23% en 2020, (11% en 2014) Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement relatives au chauffage et rafraîchissement du patrimoine des collectivités et des associations Développer l'emploi local, la montée en compétences de la filière géothermie Stimuler la demande « géothermie sur sonde », énergie renouvelable sous exploitée en région Centre-Val de Loire
Prérequis	<p>Réalisation d'une étude thermique simplifiée (selon outil et cahier des charges régional) du bâtiment mesurant les conséquences sur la performance énergétique après travaux (en réhabilitation, atteinte de l'étiquette énergétique B ou à défaut étiquette C conjuguée à un gain de 100 kwh/m²/an).</p> <p><i>Cette étude et attestation de performance, qui peuvent être réalisées par un bureau d'étude thermique ou par un installateur qualifié (exemple : RGE-QualipAC), devront être vérifiées par le service de conseiller en énergie partagé ou, à défaut, par l'animateur régional géothermie (mission Géoqual).</i></p>
Contenu	<p>BATIMENTS ELIGIBLES : tout type de bâtiments (construction, rénovation ou dans le cadre d'une réfection des équipements de chauffage et/ou rafraîchissement)</p> <p>DEPENSES ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> Etude thermique simplifiée selon cahier des charges Régional Pompe à chaleur géothermique présentant un COP nominal B0/W35 supérieur à 4 (NF PAC) Sondes géothermiques ou corbeilles géothermiques et matériaux annexes Collecteurs Raccordement à la pompe à chaleur Mise en glycol Emetteurs basse température, dont création du réseau de distribution réversible Matériels d'instrumentation de suivi énergétique
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, associations, bailleurs sociaux
Financement régional	50% des dépenses éligibles
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> <i>Dans le cas d'un bâtiment existant, il doit présenter une performance correspondant à la classe énergétique B, ou à défaut, progression minimale de 100 kWh/m²/an conjuguée à l'atteinte de l'étiquette énergétique C après travaux</i> L'installation doit prévoir une instrumentation selon cahier des charges régional
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nb de kWh économisés /an Nb de GES évités /an Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées Puissance thermique installée en kwh Longueur de sonde posée en mètres

